

ODICEO

ERNST & YOUNG et Autres

Samse

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

ODICEO  
115, boulevard Stalingrad  
CS 52038  
69616 Villeurbanne cedex  
S.A. au capital de € € 275 000  
430 130 393 R.C.S. Lyon

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Lyon

ERNST & YOUNG et Autres  
Tour Oxygène  
10-12, boulevard Marius Vivier Merle  
69393 Lyon cedex 03  
S.A.S. à capital variable  
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Samse

Exercice clos le 31 décembre 2019

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Samse,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Samse relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le directoire le 25 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la « Note 1 - Principes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés qui présente notamment la mise en œuvre et les impacts de l'application au 1<sup>er</sup> janvier 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

## Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### ■ Evaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2019, les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéterminée s'élèvent à M€ 45, soit 4 % du total bilan du groupe.</p> <p>Comme décrit dans les notes 1 et 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés, la direction procède à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée. Ces tests sont effectués au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Ils sont réalisés par unité génératrice de trésorerie (« UGT ») ou groupe d'UGT, comprenant les écarts d'acquisition affectés. Ils sont basés sur la juste valeur diminuée des coûts de vente.</p> <p>Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente, il est fait référence aux transactions comparables, en considérant le résultat des transactions récentes portant sur des actifs similaires dans le même secteur d'activité. La valorisation repose notamment sur des multiples d'agrégats comptables (chiffre d'affaires et résultat d'exploitation).</p> <p>Si la juste valeur diminuée des coûts de vente n'est pas corroborée par des transactions comparables, il est alors procédé au calcul de la valeur d'utilité estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs.</p> <p>Sur la base de cette méthode, la valeur recouvrable de chaque UGT, à laquelle est affectée une quote-part de la valeur comptable des écarts d'acquisition, fait l'objet</p>	<p>Nous avons examiné les tests de dépréciation réalisés par la direction et nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▶ prendre connaissance des principes et des méthodes de détermination des indices de perte de valeur et de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition ainsi que des actifs incorporels à durée de vie indéterminée ;</li><li>▶ corroborer, notamment par entretiens avec la direction, les principales données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations (comme le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme) ;</li><li>▶ prendre connaissance des perspectives commerciales des agences présentant un indice de perte de valeur, au moyen d'entretiens avec la direction ;</li><li>▶ comparer les estimations comptables des projections de flux de trésorerie des périodes précédentes avec les réalisations effectives correspondantes pour en évaluer la fiabilité et faire une comparaison avec les dernières estimations de la direction ;</li><li>▶ analyser la sensibilité des hypothèses retenues ;</li><li>▶ par sondages, rapprocher les données utilisées pour réaliser les tests de dépréciation avec la comptabilité et vérifier l'exactitude arithmétique des évaluations retenues par le groupe.</li></ul>

d'une analyse permettant de détecter si la valeur d'utilité de l'UGT n'est pas inférieure à la valeur nette comptable de ses actifs.

Compte tenu de la complexité des modèles utilisés et de leur sensibilité aux variations de données et d'hypothèses, en particulier des prévisions de flux de trésorerie et du taux d'actualisation utilisé, nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit.

## ■ Evaluation et dépréciation des stocks de marchandises

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2019, les stocks de marchandises figurent au bilan consolidé pour un montant net de M€ 273,7 et représentent 24,3 % de son total.</p> <p>Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche et sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats.</p> <p>Le montant des provisions pour dépréciation des stocks est calculé, article par article, en tenant compte du taux de rotation depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence des techniques utilisées, comme cela est précisé dans les notes 1 et 10 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance des stocks dans le bilan consolidé, du risque évoqué ci-dessus et des éventuelles provisions qui en découlent, qui sont par nature dépendantes d'hypothèses et d'estimations de la direction.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons analysé les principes et les méthodes de détermination de la valeur brute et nette des stocks et échangé avec la direction sur les résultats de leurs analyses concernant les ajustements de valeur nécessaires.</p> <p>Des participations sélectives aux prises d'inventaire ont été effectuées afin de rapprocher les quantités présentes en stocks et les quantités valorisées en comptabilité.</p> <p>Nous avons identifié et testé les contrôles jugés importants mis en place pour le calcul du coût moyen pondéré, y compris les contrôles automatisés.</p> <p>Nous avons également examiné les variations de prix unitaires au 31 décembre 2019 par rapport à l'exercice précédent et analysé les variations les plus significatives ainsi que les variations jugées anormales.</p> <p>S'agissant des dépréciations, les processus d'identification des articles endommagés ou à rotation lente ont été analysés et l'efficacité des contrôles clés relatifs à ceux-ci a été testée. Nous avons étudié les hypothèses retenues par la direction pour la comptabilisation de provisions spécifiques.</p> <p>Enfin, pour les articles en stocks présentant des écarts significatifs avec le prix de vente pratiqué en fin d'exercice, nous avons analysé l'origine de ces différences afin d'apprécier le montant des provisions constituées.</p>

## ■ Dépréciation des créances clients

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2019, les créances clients s'élèvent à M€ 186,6 et représentent 16,6 % du bilan du groupe.</p> <p>La direction évalue les créances clients selon les modalités exposées dans les notes 1 et 11 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Pour prévenir le risque client, le groupe a recours à l'assurance-crédit et à d'autres formes de garantie. La</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons examiné les principes d'identification des créances douteuses et les méthodes de dépréciation des créances clients, en procédant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ l'analyse des hypothèses retenues pour calculer les provisions pour dépréciation des créances clients, notamment à travers l'examen de la balance âgée et de l'analyse des retards de paiement ;</li> </ul>

dépréciation des comptes clients (créances douteuses) fait l'objet, pour chaque société du groupe, d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

- l'analyse des paiements reçus après la date de clôture pour les créances clients échues à forte antériorité les plus significatives.

Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu du risque évoqué ci-dessus et des éventuelles provisions qui pourraient être à comptabiliser, qui sont par nature dépendantes d'hypothèses et d'estimations de la direction.

■ Evaluation des avoirs à recevoir relatifs aux CPV (conditions particulières de ventes) et des factures à établir au titre des COOP (coopérations commerciales)

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2019, le groupe comptabilise des factures à établir relatives aux COOP et des avoirs à recevoir relatifs aux CPV, tel que cela est présenté dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés. Les CPV correspondent aux remises accordées pour l'exercice par les fournisseurs sur la base de dispositions contractuelles et de volumes d'achats réalisés. Les COOP donnent lieu à des facturations émises sur la base de contrats de prestations de services dont le contenu et la rémunération sont définis entre les fournisseurs et le groupe.</p> <p>A la clôture de l'exercice, la direction évalue les avoirs à recevoir relatifs aux CPV sur la base des dispositions contractuelles définies avec chaque fournisseur et des statistiques d'achats issues du système de gestion du groupe. La provision pour avoirs à recevoir est diminuée des avoirs versés par ces fournisseurs et comptabilisés au cours de l'exercice, relatifs à ces contrats.</p> <p>Les factures à établir relatives aux COOP sont estimées sur la base des contrats conclus pour l'exercice et pour lesquels les prestations ont été effectuées mais non encore facturées.</p> <p>En raison de la complexité des contrats et des estimations de la direction, il existe un risque que les montants des avoirs à recevoir et de factures à établir relatifs aux CPV et aux COOP comptabilisés soient différents du montant réellement exigible. Nous avons donc considéré l'évaluation de ces montants comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons pris connaissance des principes de détermination du montant des avoirs à recevoir et des factures à établir.</p> <p>Nous avons analysé les hypothèses d'extrapolation des bases d'achats retenues pour l'estimation des montants dus au titre des CPV et des COOP.</p> <p>Pour une sélection de contrats, nous avons aussi étudié la correcte application des dispositions contractuelles aux flux d'achats issus des données de gestion et, le cas échéant, rapproché les montants d'achats confirmés par le fournisseur.</p> <p>Nous avons également recalculé l'estimation des sommes restant à recevoir et à facturer en fin d'exercice sur la base de la différence entre les sommes exigibles au titre de l'exercice comptable et les sommes déjà obtenues pour cette même période.</p> <p>Enfin, nous avons examiné le déboucement sur l'exercice clos le 31 décembre 2019 des montants à facturer et des avoirs à recevoir relatifs aux COOP et CPV de l'exercice précédent.</p>

■ Première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location »

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le groupe a appliqué la norme IFRS 16 « Contrats de location » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et les modalités de cette application sont décrites dans les notes 1 et 6 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Au 31 décembre 2019, les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location sont inscrits à l'actif pour une valeur nette comptable de M€ 70,3, et les dettes de loyers afférentes au passif pour une valeur comptable de M€ 69,6.</p> <p>Comme précisé dans les notes 1 et 6 de l'annexe aux comptes consolidés, ces contrats de location concernent principalement des baux commerciaux afférents aux sites d'exploitation du groupe (agences de négoce et magasins de bricolage), ainsi que les contrats relatifs aux véhicules loués (camions et véhicules de société).</p> <p>Nous avons considéré la première application de cette nouvelle norme comme un point clé de l'audit, compte-tenu du caractère significatif de ces contrats par rapport aux états financiers et du degré de jugement de la direction dans la détermination des hypothèses utilisées, notamment s'agissant de la durée des contrats de location et des taux d'actualisation retenus.</p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ prendre connaissance de la procédure et des contrôles clés mis en place par la direction dans le cadre de l'application de la norme ;</li> <li>▶ effectuer des tests de détail concernant la qualité des données saisies dans le système d'information, relatives aux contrats de location ;</li> <li>▶ apprécier l'exhaustivité des bases de données des contrats utilisées par comparaison avec les « locations opérationnelles » immobilières et mobilières identifiées selon l'ancienne norme et en effectuant une revue des charges locatives résiduelles ;</li> <li>▶ corroborer par échantillonnage les données utilisées pour le calcul des taux d'actualisation des loyers avec les données contractuelles et les données de marché ;</li> <li>▶ examiner le caractère approprié et la correcte application de principes et méthodes comptables relatifs à la norme ainsi que l'information financière donnée au titre de la première application.</li> </ul>

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du directoire arrêté le 25 mars 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

## Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

### ■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Samse par votre assemblée générale du 6 juin 2001 pour le cabinet ODICEO et du 3 mai 2016 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2019, le cabinet ODICEO était dans la dix-neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la quatrième année.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

### ■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### ■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

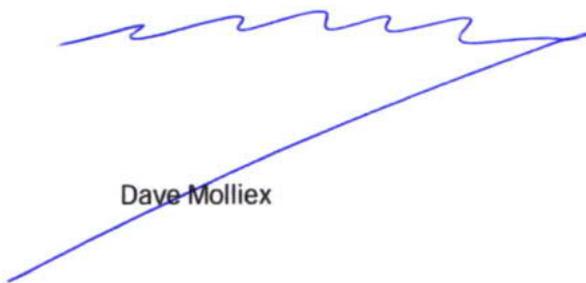
Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Villeurbanne et Lyon, le 27 avril 2020

Les Commissaires aux Comptes

ODICEO



Dave Mollieux

ERNST & YOUNG et Autres



Pascal Rhoumy

# ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(en milliers d'euros)

		Au 31 Décembre	
		2019	2018
		Valeur nette	Valeur nette
notes			
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>489 698</b>	<b>389 563</b>
Ecart d'acquisition	04	45 025	45 462
Autres immobilisations incorporelles	05	3 865	1 781
Immobilisations corporelles (1)	06	360 410	271 215
Titres mis en équivalence	07	45 772	44 470
Titres de sociétés non consolidées	08	28 368	20 052
Autres actifs immobilisés	09	4 160	4 238
Impôts différés actifs	16	2 098	2 345
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>633 476</b>	<b>628 712</b>
Stocks de marchandises	10	273 705	271 309
Clients et comptes rattachés	11	186 598	190 066
Autres créances	12	102 524	105 607
Disponibilités et équivalents de trésorerie	13	70 649	61 730
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	06	1 450	1 716
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>1 124 624</b>	<b>1 019 991</b>

		Au 31 Décembre	
		2019	2018
notes			
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>515 068</b>	<b>481 379</b>
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	14	505 166	471 376
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants	14	9 902	10 003
<b>DETTES NON COURANTES</b>		<b>199 099</b>	<b>155 795</b>
Provisions	15	17 112	14 979
Impôts différés passifs	16	7 170	7 371
Dettes financières à long terme (1)	17	174 817	133 445
<b>DETTES COURANTES</b>		<b>410 457</b>	<b>382 817</b>
Provisions	15	3 338	2 291
Fournisseurs et comptes rattachés	18	196 128	192 981
Dettes financières à court terme (1)	17	91 504	74 867
Autres dettes	19	119 487	112 678
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>1 124 624</b>	<b>1 019 991</b>

(1) Première application de la norme IFRS 16 à compter du 1er janvier 2019 (cf. note 1).

# ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)

		Exercices	
		2019	2018
	notes		
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>		<b>1 499 117</b>	<b>1 426 823</b>
Autres produits de l'activité	20	24	15
Achats et variation de stocks		-1 035 029	-993 618
Charges de personnel	21	-242 109	-223 325
Charges externes (1)	22	-83 496	-98 406
Impôts et taxes		-24 226	-23 444
Dotations nettes aux amortissements (1)		-50 136	-30 789
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	23	-4 110	-2 171
Autres produits et charges de l'exploitation courante	24	-244	-898
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>59 791</b>	<b>54 187</b>
Taux de marge opérationnelle courante		3,99%	3,80%
Autres produits et charges opérationnels	25	503	986
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>60 294</b>	<b>55 173</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	26	164	194
Coût de l'endettement financier brut (1)	27	-2 658	-1 929
Coût de l'endettement financier net		-2 494	-1 735
Autres produits et charges financiers	28	691	661
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>-1 803</b>	<b>-1 074</b>
Charge d'impôt	30	-19 153	-14 783
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	31	4 023	4 146
<b>RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES</b>		<b>43 361</b>	<b>43 462</b>
Résultat net - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE		41 115	41 119
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		2 246	2 343
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	32	3 448 314	3 449 352
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	32	3 448 314	3 449 352
<b>RESULTAT NET PAR ACTION</b> (en €)	32	<b>11,92</b>	<b>11,92</b>
<b>RESULTAT NET DILUE PAR ACTION</b> (en €)	32	<b>11,92</b>	<b>11,92</b>
<b>RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES</b>		<b>43 361</b>	<b>43 462</b>
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		3 482	-1 166
Écarts actuariels sur régimes de retraite à prestations définies		-2 202	-883
Impôts différés sur les éléments ci-dessus		592	331
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		1 872	-1 718
<b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL NET D'IMPOTS</b>		<b>1 872</b>	<b>-1 718</b>
<b>RESULTAT GLOBAL TOTAL ANNUEL</b>		<b>45 233</b>	<b>41 744</b>
Résultat global total annuel - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE		43 012	39 415
Résultat global total annuel - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		2 221	2 329

(1) Première application de la norme IFRS 16 à compter du 1er janvier 2019 (cf. note 1).

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DES SOCIETES INTEGREES

(en milliers d'euros)

	Exercices				
	2019	% SUR C.A	2018	% SUR C.A	% de variation 2019/2018
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 499 117		1 426 823		5,07
Dont Chiffre d'affaires négoce	1 185 412	79,07	1 131 095	79,27	4,80
Dont Chiffre d'affaires bricolage	313 705	20,93	295 728	20,73	6,08
Autres produits de l'activité	24	0,00	15	0,00	60,00
Achats et variation de stocks	-1 035 029	-69,04	-993 618	-69,64	4,17
Charges de personnel	-242 109	-16,15	-223 325	-15,65	8,41
Charges externes (1)	-83 496	-5,57	-98 406	-6,90	-15,15
Impôts et taxes	-24 226	-1,62	-23 444	-1,64	3,34
Dotations nettes aux amortissements (1)	-50 136	-3,34	-30 789	-2,16	62,84
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	-4 110	-0,27	-2 171	-0,15	89,31
Autres produits et charges de l'exploitation courante	-244	-0,02	-898	-0,06	-72,83
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>59 791</b>	<b>3,99</b>	<b>54 187</b>	<b>3,80</b>	<b>10,34</b>
Dont ROC négoce	43 955	3,71	40 509	3,58	8,51
Dont ROC bricolage	15 836	5,05	13 678	4,63	15,78
Autres produits et charges opérationnels	503	0,03	986	0,07	-48,99
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>60 294</b>	<b>4,02</b>	<b>55 173</b>	<b>3,87</b>	<b>9,28</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	164	0,01	194	0,01	-15,46
Coût de l'endettement financier brut (1)	-2 658	-0,18	-1 929	-0,14	37,79
Coût de l'endettement financier net	-2 494	-0,17	-1 735	-0,12	43,75
Autres produits et charges financiers	691	0,05	661	0,05	4,54
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-1 803</b>	<b>-0,12</b>	<b>-1 074</b>	<b>-0,08</b>	<b>67,88</b>
Charge d'impôt	-19 153	-1,28	-14 783	-1,04	29,56
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	4 023	0,27	4 146	0,29	-2,97
<b>RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES</b>	<b>43 361</b>	<b>2,89</b>	<b>43 462</b>	<b>3,05</b>	<b>-0,23</b>

(1) Première application de la norme IFRS 16 à compter du 1er janvier 2019 (cf. note 1).

### Présentation de la performance dans le compte de résultat

Le Groupe SAMSE fait état d'un agrégat intermédiaire intitulé "Résultat Opérationnel Courant" (ROC), et prend en compte la recommandation 2009-R.03 du CNC qui propose l'utilisation d'un indicateur du niveau de performance opérationnelle pouvant servir à une approche prévisionnelle de la performance récurrente.

Conformément à cette recommandation, ont été exclus du Résultat Opérationnel Courant, les plus ou moins values dégagées lors de la cession d'éléments de l'actif immobilier, les charges de restructurations ou de fermetures d'agences, ainsi que tout autre élément significatif et non récurrent qui fausserait la lecture de la performance du Groupe.

Les éléments exclus sont précisément décrits dans la note 25 - Autres produits et charges opérationnels.

Il est fait usage en interne de cet indicateur intermédiaire (ROC), au dessus du résultat opérationnel, au titre de l'information sectorielle (note 36).

	REPARTITION DU CA PAR ACTIVITE (%)		REPARTITION DU ROC PAR ACTIVITE (%)	
	2019	2018	2019	2018
Négoce	79,07	79,27	73,51	74,76
Bricolage	20,93	20,73	26,49	25,24
	100,00	100,00	100,00	100,00

## TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)

	Exercices	
	2019	2018
Résultat net consolidé - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	41 115	41 119
Part des intérêts non contrôlants	2 246	2 343
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence nette des dividendes reçus	-2 237	-2 029
Amortissements et provisions (1)	51 348	30 570
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	19 153	14 783
Impôts versés	-18 641	-14 756
Résultat sur cessions d'actifs	-266	-1 432
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	4	-107
Gains et pertes liés à des variations de parts d'intérêts avec prise de contrôle	-155	-712
Autres produits et charges calculés	92	
Capacité d'autofinancement	92 659	69 779
Coût de l'endettement financier net (1)	2 494	1 735
Variation du besoin en fonds de roulement	13 989	-23 118
Flux de trésorerie généré par l'activité	109 142	48 396
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-51 029	-35 033
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3 516	4 654
Subvention d'investissement	-4	-4
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)	-3 000	-4 983
Incidence des variations de périmètre (cessions)		-174
Acquisitions d'immobilisations financières	-4 951	-6 014
Diminution d'immobilisations financières	713	221
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-54 755	-41 333
Dividendes versés aux actionnaires de la Société Mère	-8 652	-8 645
Dividendes sur actions auto-détenues	24	22
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-1 691	-1 668
Augmentation de capital en numéraire		
Acquisition ou cession d'intérêts minoritaires	-1 111	-3 684
Intérêts financiers nets versés (1)	-2 494	-1 735
Emission d'emprunts	44 830	62 540
Remboursements d'emprunts (1)	-77 908	-67 263
Autocontrôle	-17	-260
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-47 019	-20 693
<b>AUGMENTATION OU DIMINUTION DE LA TRESORERIE</b>	<b>7 368</b>	<b>-13 630</b>
Disponibilités et équivalents de trésorerie à l'ouverture	45 202	58 407
Reclassement de trésorerie		425
Disponibilités et équivalents de trésorerie à la clôture	52 570	45 202

(1) Première application de la norme IFRS 16 à compter du 1er janvier 2019 (cf. note 1).

Détails complémentaires du tableau consolidé des flux de trésorerie :

	Exercices	
	2019	2018
Variation des stocks	739	-17 055
Variation des créances clients et autres débiteurs	9 090	-15 029
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	4 191	8 996
Intérêts courus non échus	-31	-30
Variation du besoin en fonds de roulement	13 989	-23 118
Acquisitions de participations avec prise de contrôle	-4 447	-11 173
Trésorerie nette apportée par les filiales entrantes dans le périmètre	1 447	6 190
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)	-3 000	-4 983
Cessions de participations avec perte de contrôle		
Trésorerie nette cédée par les filiales sortantes du périmètre		-174
Incidence des variations de périmètre (cessions)	0	-174
Acquisition d'immobilisations incorporelles brutes	-2 239	-498
Acquisition d'immobilisations corporelles brutes	-49 216	-35 226
Variation des créances sur cessions d'immobilisations	70	1 083
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations	356	-392
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-51 029	-35 033

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES**  
(en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Eléments constatés directement en capitaux propres	Résultat de l'exercice	Part attribuable aux actionnaires de SAMSE	Intérêts non contrôlants	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2017	3 458	44 722	306	351 784	1 442	40 309	442 021	12 098	454 119
Impact de la première application d'IFRS 9 - Juste valeur des titres				-7 667	7 667				
Inscription en réserves du résultat 2017				40 309		-40 309			
Résultat consolidé de l'exercice 2018						41 119	41 119	2 343	43 462
Distributions effectuées				-8 623			-8 623	-1 668	-10 291
Plus et moins values de cession sur actions auto-détenues				-54			-54		-54
Impact de la variation des actions auto-détenues				-260			-260		-260
Ajustement de juste valeur des titres					-1 129		-1 129		-1 129
Gains / Pertes actuariels					-575		-575	-14	-589
Variation du % d'intérêts				-471			-471	-2 862	-3 333
Engagements de rachat de minoritaires				-473			-473	57	-416
Autres mouvements				-179			-179	49	-130
Solde au 31 décembre 2018	3 458	44 722	306	374 366	7 405	41 119	471 376	10 003	481 379
Inscription en réserves du résultat 2018				41 119		-41 119			
Résultat consolidé de l'exercice 2019						41 115	41 115	2 246	43 361
Distributions effectuées				-8 628			-8 628	-1 691	-10 319
Plus et moins values de cession sur actions auto-détenues				39			39		39
Impact de la variation des actions auto-détenues				-17			-17		-17
Ajustement de juste valeur des titres					3 340		3 340		3 340
Gains / Pertes actuariels					-1 443		-1 443	-25	-1 468
Variation du % d'intérêts				-106			-106	-935	-1 041
Engagements de rachat de minoritaires				-523			-523	303	-220
Autres mouvements				13			13	1	14
Solde au 31 décembre 2019	3 458	44 722	306	406 263	9 302	41 115	505 166	9 902	515 068

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES  
Notes aux états financiers consolidés

SAMSE est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment B. La société SAMSE et ses filiales sont ci-après dénommées "le Groupe" ou "le Groupe SAMSE". Le siège social de la société SAMSE est situé 2 rue Raymond Pitél - 38030 GRENOBLE. Les états financiers consolidés au 31 décembre 2019 reflètent la situation comptable de la société SAMSE et de ses filiales et coentreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées. Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été arrêtés par le Directoire du 25 mars 2020, examinés par le Conseil de Surveillance du 31 mars 2020 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 25 juin 2020.

Note 1 - PRINCIPES COMPTABLES

APPLICATION DES NORMES, REGLEMENTS ET INTERPRETATIONS DES NORMES

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et publié au Journal Officiel de l'Union Européenne. Le référentiel IFRS comprend les Normes IFRS, les Normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) telles que publiées par l'IASB. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)). Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE ont été établis selon les principes généraux des IFRS : image fidèle, continuité d'exploitation, méthode de la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement.

BASE DE PREPARATION

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées de manière permanente aux périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte des nouvelles normes et interprétations décrites ci-après. Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES ET INTERPRETATIONS APPLICABLES A PARTIR DE L'EXERCICE OUVERT AU 1er JANVIER 2019

Les normes, amendements et interprétations mentionnés ci-dessous sont appliqués pour la première fois sur l'exercice.

IFRS 16 – Contrats de location.  
IFRIC 23 – Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat.  
Amendements à IAS 12 – Impôts sur le résultat.  
Amendements à IAS 19 – Modification, réduction ou liquidation d'un régime.  
Amendements à IAS 23 – Coûts d'emprunt.  
Amendements à IAS 28 – Intérêts à long terme dans une entreprise associée ou une coentreprise.  
Amendements à IFRS 3 Regroupements d'entreprises & IFRS 11 Partenariats.  
Amendements à IFRS 9 – Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative.  
Améliorations annuelles des IFRS cycle 2015-2017.

Les textes mentionnés ci-dessus n'ont pas engendré de conséquence particulière sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2019, à l'exception d'IFRS 16, comme détaillé ci-après.

PREMIERE APPLICATION DE LA NORME IFRS 16

La norme IFRS 16, qui remplace la norme IAS 17 et les interprétations associées, supprime la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location financement et requiert la comptabilisation d'un actif (droit d'utilisation du bien loué) et d'un passif financier calculés sur la base des loyers futurs actualisés pour l'ensemble des contrats de location, avec une exemption possible pour les contrats de courte durée (inférieure à 1 an) ou dont le bien sous-jacent est de faible valeur. La quasi-totalité des contrats de location est ainsi reconnue au bilan. La norme IFRS 16 impacte principalement la comptabilisation des baux commerciaux afférents aux sites d'exploitation du Groupe (agences de négoce et magasins de bricolage), ainsi que les contrats relatifs aux véhicules (camions et véhicules de société).

Le résultat opérationnel courant est impacté, la charge de loyer étant remplacée par une charge de dotation aux amortissements et une charge d'intérêts financiers. Par ailleurs, les flux de trésorerie générés par l'activité sont améliorés (annulation des charges de loyer précédemment reconnues en flux d'exploitation), les remboursements de la dette financière ainsi que les intérêts associés étant présentés dans les activités de financement.

Conformément aux dispositions transitoires décrites dans la norme, le Groupe applique IFRS 16 au 1er janvier 2019 selon la méthode dite rétrospective simplifiée. L'effet cumulatif de l'application initiale de cette norme est donc constaté intégralement au 1er janvier 2019, sans retraitement des périodes comparatives. Concernant les baux commerciaux, le Groupe applique la position de l'ANC relative à la durée de location à retenir, l'ensemble de ses sites immobiliers étant localisé en France.

En outre, le Groupe utilise la mesure de simplification relative aux contrats de location de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur. Ces contrats restent comptabilisés en charges opérationnelles dans le poste des "Charges externes". La charge totale relative à ces contrats représente un montant de 1 815 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Les principaux contrats de services et d'approvisionnement ont été analysés afin d'identifier d'éventuels contrats de location incorporés. Les contrats de location incorporés identifiés n'impactent pas de façon significative les états financiers consolidés au 31 décembre 2019. Néanmoins, lorsqu'un contrat de service contient un contrat de location, le Groupe comptabilise la composante locative du contrat comme un contrat de location distinct, séparément des composantes non locatives.

La dette au titre des loyers futurs est actualisée sur la base du taux marginal d'emprunt à la date de transition en prenant en compte la durée initiale du contrat de location (taux retenu pour les baux commerciaux : 1,1%), ainsi que la nature de l'actif loué. Pour certains contrats de location d'actifs mobiliers (véhicules de société), le taux implicite a été retenu.

Les impacts d'IFRS 16 sur les titres mis en équivalence et sur la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence ne sont pas significatifs.

L'IFRIC a publié en décembre 2019 sa décision finale concernant la détermination de la durée exécutoire d'un contrat de location et la durée d'amortissement des agencements inamovibles. Le Groupe est en cours d'analyse des incidences de cette décision sur les hypothèses actuelles retenues sur les baux commerciaux 3/6/9 et sur les contrats en tacite reconduction et à durée indéterminée en vue d'une application de cette décision dès que possible. Dans les comptes présentés, le groupe a retenu une approche consistant à ne prendre en compte que les termes du contrat entre le bailleur et le locataire pour déterminer la période pendant laquelle le contrat est exécutoire.

Cette décision pourrait avoir pour conséquences de revoir la durée de certains contrats de location, et ainsi modifier le montant de la dette de location et du droit d'utilisation associé. Elle pourrait également avoir un impact sur les durées d'amortissement retenues pour les agencements relatifs à ces locations et l'horizon de provisionnement des coûts de remise en état le cas échéant. A ce stade, le groupe n'est pas en mesure d'évaluer l'impact de cette décision sur les comptes présentés.

#### IMPACTS DE LA NORME IFRS 16 SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Les impacts des retraitements liés à l'application de cette norme sur les principaux éléments publiés des comptes consolidés sont détaillés ci-après :

##### Etat de la situation financière consolidée

	31-déc-18 Valeur nette	Retraitements IFRS 16	01-janv-19 Valeur nette
	Publié		
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>389 563</b>	<b>70 296</b>	<b>459 859</b>
Ecart d'acquisition	45 462		45 462
Autres immobilisations incorporelles	1 781		1 781
Immobilisations corporelles	271 215	70 296	341 511
Titres mis en équivalence	44 470		44 470
Titres de sociétés non consolidées	20 052		20 052
Autres actifs immobilisés	4 238		4 238
Impôts différés actifs	2 345		2 345
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>628 712</b>	<b>-782</b>	<b>627 930</b>
Stocks de marchandises	271 309		271 309
Clients et comptes rattachés	190 066		190 066
Autres créances	105 607	-782 (1)	104 825
Disponibilités et équivalents de trésorerie	61 730		61 730
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	1 716		1 716
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>1 019 991</b>	<b>69 514</b>	<b>1 089 505</b>

(1) Impact relatif aux charges constatées d'avance portant sur certaines échéances trimestrielles de baux commerciaux, dont la période débute sur 2018 et se termine en 2019.

	31-déc-18 Valeur nette	Retraitements IFRS 16	01-janv-19 Valeur nette
	Publié		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>481 379</b>	<b>0</b>	<b>481 379</b>
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	471 376		471 376
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants	10 003		10 003
<b>DETTES NON COURANTES</b>	<b>155 795</b>	<b>53 976</b>	<b>209 771</b>
Provisions	14 979		14 979
Impôts différés passifs	7 371		7 371
Dettes financières à long terme	133 445	53 976	187 421
<b>DETTES COURANTES</b>	<b>382 817</b>	<b>15 538</b>	<b>398 355</b>
Provisions	2 291		2 291
Fournisseurs et comptes rattachés	192 981	-77	192 904
Dettes financières à court terme	74 867	15 615	90 482
Autres dettes	112 678		112 678
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>1 019 991</b>	<b>69 514</b>	<b>1 089 505</b>

Compte tenu de l'approche rétrospective simplifiée retenue par le Groupe, les capitaux propres consolidés ne sont pas impactés au titre de la première application d'IFRS 16. Il en est de même pour les soldes d'impôts différés au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

#### Compte de résultat consolidé

	31-déc-19 Hors IFRS 16	Retraitements IFRS 16	31-déc-19 Publié
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>1 499 117</b>		<b>1 499 117</b>
Autres produits de l'activité	24		24
Achats et variation de stocks	-1 035 029		-1 035 029
Charges de personnel	-242 109		-242 109
Charges externes	-102 566	19 070	-83 496
Impôts et taxes	-24 226		-24 226
Dotations aux amortissements	-31 585	-18 551	-50 136
Dotations aux provisions et dépréciations	-4 110		-4 110
Autres produits et charges de l'exploitation courante	-244		-244
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>59 272</b>	<b>519</b>	<b>59 791</b>
Taux de marge opérationnelle courante	3,95%		3,99%
Autres produits et charges opérationnels	500	3	503
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>59 772</b>	<b>522</b>	<b>60 294</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	164		164
Coût de l'endettement financier brut	-1 627	-1 031	-2 658
Coût de l'endettement financier net	-1 463	-1 031	-2 494
Autres produits et charges financiers	691		691
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-772</b>	<b>-1 031</b>	<b>-1 803</b>
Charge d'impôt	-19 323	170	-19 153
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	4 055	-32	4 023
<b>RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES</b>	<b>43 732</b>	<b>-371</b>	<b>43 361</b>
Résultat net - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE	41 469	-354	41 115
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	2 263	-17	2 246
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	3 448 314		3 448 314
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	3 448 314		3 448 314
<b>RESULTAT NET PAR ACTION (en €)</b>	<b>12,03</b>	<b>-0,10</b>	<b>11,92</b>
<b>RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en €)</b>	<b>12,03</b>	<b>-0,10</b>	<b>11,92</b>

#### Tableau consolidé des flux de trésorerie

	31-déc-19 Hors IFRS 16	Retraitements IFRS 16	31-déc-19 Publié
Capacité d'autofinancement	74 620	18 039	92 659
Flux de trésorerie généré par l'activité	90 732	18 410	109 142
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-54 755		-54 755
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-28 609	-18 410	-47 019
<b>AUGMENTATION OU DIMINUTION DE LA TRESORERIE</b>	<b>7 368</b>	<b>0</b>	<b>7 368</b>
Disponibilités et équivalents de trésorerie à l'ouverture	45 202		45 202
Reclassement de trésorerie	0		0
Disponibilités et équivalents de trésorerie à la clôture	52 570		52 570

## NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES ET INTERPRETATIONS D'APPLICATION ULTERIEURE AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNE

Textes applicables par anticipation:

Amendements à IAS 1 et IAS 8 – Modification de la définition du terme « significatif ».  
Amendements à IFRS 3 – Définition d'une entreprise.  
Réforme des taux d'intérêt de référence - Modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7.

Textes publiés non encore applicables:

IFRS 14 – Comptes de report réglementaires.  
IFRS 17 – Contrats d'assurance.  
Amendements à IFRS 10 et IAS 28 – Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entité associée ou une coentreprise.

Le Groupe n'a appliqué aucun de ces nouveaux amendements ou nouvelles normes/interprétations par anticipation.

## BASES D'EVALUATION

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs et passifs acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises, des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur. Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les valeurs comptables des actifs et passifs couverts et de leurs instruments de couverture sont évalués à leur juste valeur.

## UTILISATION D'ESTIMATIONS ET HYPOTHESES

La préparation des états financiers implique que la Direction Générale du Groupe procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et passifs du bilan consolidé, sur les charges et produits du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations afin d'ajuster les hypothèses. Toutefois, les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes. Les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements au 31 décembre 2019 sont les suivants :

- . L'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles
- . L'évaluation des engagements de retraite et assimilés
- . L'estimation des provisions pour risques et charges
- . La valeur de réalisation des stocks et des créances

Les estimations utilisées par le Groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque rubrique.

## PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

Périmètre
-----------

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE comprennent les comptes de la société SAMSE (société consolidante) et de toutes ses filiales contrôlées directement ou indirectement, les filiales détenues conjointement ainsi que les sociétés sous influence notable.

Le périmètre de consolidation du Groupe, ainsi que son évolution au cours de l'année 2019, sont présentés en note 2.

#### Méthodes de consolidation

Les sociétés desquelles le Groupe a le contrôle exclusif ou majoritaire, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale avec constatation des droits des actionnaires minoritaires.

Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote, a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise ou le pouvoir de nommer (ou de révoquer) la majorité des membres du conseil d'administration (ou de l'organe de direction équivalent) ou de réunir la majorité des droits de vote aux réunions de cet organe, lorsque le contrôle est exercé par celui-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les entreprises associées sont celles sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière, mais dont il n'a pas le contrôle.

Les sociétés concernées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée exister lorsque plus de 20 % des droits de vote sont détenus. Le pouvoir de décision détenu est également pris en compte.

Les coentreprises sont les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, c'est-à-dire dont il partage le contrôle des activités économiques en vertu d'un accord contractuel. Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence conformément à l'application de la norme IFRS 11.

Les titres de sociétés non significatives ou dans lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable sont classés en tant qu'actifs financiers disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains et pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en capitaux propres.

#### Engagements de rachat de minoritaires

Lorsqu'il existe des options croisées d'achat et de vente contractées avec un minoritaire sur des titres d'une société du Groupe, ces options sont considérées en substance comme des contrats fermes d'achats/ventes avec différé de paiement.

Les engagements d'achat donnés relatifs aux filiales consolidées par intégration globale sont comptabilisés en "passifs financiers" pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé de l'option lorsque cette option est à prix fixe, et pour sa juste valeur lorsque cette dernière est à prix variable.

Depuis l'application de la version révisée de la norme IAS 27, les options émises sont traitées comme des transactions entre actionnaires (impacts enregistrés dans les capitaux propres).

#### Transactions internes

Les soldes et les transactions intra-Groupe ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-Groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation. Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises mises en équivalence sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

#### Intérêts non contrôlants

Les intérêts non contrôlants sont définis comme la part d'intérêts dans une filiale qui n'est pas attribuable directement ou indirectement à la société mère.

Les transactions réalisées avec les actionnaires minoritaires induisant une variation de parts d'intérêts de la société mère sans prise ou perte de contrôle affectent uniquement les capitaux propres.

Si les capitaux propres de fin de période d'une société consolidée sont négatifs, la part des intérêts minoritaires dans ces capitaux propres est prise en charge par le Groupe, sauf si les tiers ont une obligation de combler leur quote-part de pertes. Si ces sociétés redeviennent bénéficiaires, la part du Groupe dans leur résultat est prise en compte par l'actionnaire majoritaire à hauteur des pertes comptabilisées antérieurement.

#### Ecart d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 révisée depuis le 1er janvier 2010, et selon IFRS 3 pour les acquisitions ayant eu lieu avant cette date. La contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition. A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un écart d'acquisition partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un écart d'acquisition complet. Dans le cas d'une option pour la méthode de l'écart d'acquisition complet, les intérêts ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un écart d'acquisition sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables. Cette option s'applique transaction par transaction. Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2010 étaient traités selon la méthode de l'écart d'acquisition partiel, seule méthode applicable avant IFRS 3 révisée.

Les frais directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus. L'acquisition ultérieure d'intérêts minoritaires ne donne pas lieu à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire. L'analyse des écarts d'acquisition est finalisée durant la période d'évaluation, soit 12 mois à compter de la date de la prise de contrôle. En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistré directement en résultat. Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans la contrepartie transférée à leur juste valeur dès la date d'acquisition et celle que soit leur probabilité de survivance. Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en écart d'acquisition lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existants lors de l'acquisition ; à défaut et au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat, sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan " Titres mis en équivalence ".

#### Impôts

La rubrique " charge d'impôt " du compte de résultat consolidé correspond à l'impôt exigible de chaque filiale consolidée, corrigé des impositions différées. Les impôts différés sont comptabilisés dans les capitaux propres lorsqu'ils proviennent d'éléments imputés en capitaux propres. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs (analyse bilancielle).

Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires respectivement déductibles et imposables. L'activation des impôts différés liés à des déficits fiscaux ou moins values reportables est limitée à ceux dont la récupération est fortement probable, compte tenu de perspectives bénéficiaires. Les déficits fiscaux suivent le régime fiscal des sociétés françaises et sont donc indéfiniment reportables.

Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

#### Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou leur coût de production pour le Groupe. Ce coût comprend tous les coûts directement attribuables à la préparation de l'utilisation de ces incorporels.

Il est diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les marques et les logiciels acquis.

Les marques déposées ou acquises ont une durée d'utilité indéfinie car elles n'ont pas vocation à être cédées ou remplacées par une autre marque du Groupe. A ce titre, elles ne sont pas amorties.

Les logiciels créés en interne sont amortis sur leur durée d'utilité estimée. Les logiciels acquis sont amortis sur trois années.

Le mode d'amortissement et les durées d'utilité sont révisés au moins à la clôture de chaque exercice. Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant. Le coût d'acquisition inclut tous les coûts directement attribuables à sa création ou son acquisition et au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Les intérêts des emprunts relatifs à l'acquisition des immobilisations corporelles sont comptabilisés en charges. Ils ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

Les subventions d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan, en tant que "produits différés" et réparties systématiquement au compte de résultat, sur une durée propre à permettre leur rattachement aux coûts qu'elles sont censées compenser.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction des composants identifiés et de leurs durées d'utilité effectives.

Constructions et aménagements selon les différents composants retenus (1)	8 - 30 ans
Matériels et outillages industriels	5 - 8 ans
Matériels de transport	5 - 8 ans
Agencements et aménagements mobiliers	6 - 10 ans
Matériel de bureau	3 - 6 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

(1) Les différents composants retenus sont les suivants :

Structure plateforme et bâtiment	30 ans
Toiture	20 ans
Second œuvre	10 ans
Chauffage / Climatisation / Electricité	10 ans

Le Groupe a retenu des valeurs résiduelles pour deux catégories d'immobilisations corporelles : les matériels de manutention et les matériels de transport. Ces actifs sont destinés à être remplacés au terme de leur durée d'utilité, mais conservent une valeur de marché.

Le mode d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revus au moins à chaque fin de période annuelle.

Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Les gains et pertes de cessions d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le prix de cession à la valeur nette comptable. Ils sont enregistrés au compte de résultat sur la ligne "autres produits et charges de l'exploitation courante" en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions de matériels de l'exploitation courante ; sur la ligne "autres produits et charges opérationnels" en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions d'ensembles immobiliers.

#### Dépréciation des actifs immobilisés hors financiers

Le Groupe réalise régulièrement des tests de dépréciation sur la valeur des actifs suivants : écarts d'acquisition, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.

D'une manière générale, ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Le déclenchement d'un test de dépréciation est réalisé généralement lorsqu'un indice de perte de valeur est mis en évidence, notamment par une perte d'exploitation non conjoncturelle.

#### Dépréciation des écarts d'acquisition

Les tests de dépréciation sont effectués au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur.

Pour réaliser ces tests, les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou à des groupements d'UGT.

Le Groupe répartit ses activités en 2 segments de reporting (bricolage et négoce), chaque segment regroupant plusieurs UGT.

L'UGT correspond au site physique d'un magasin ou d'une agence ou d'un ensemble de magasins ou agences si ces derniers se situent sur une même zone géographique, et ne présentent pas de risque de compensation de perte de valeur.

La méthode consiste à comparer la valeur nette comptable de l'UGT ou du groupe d'UGT,

à laquelle l'écart d'acquisition est affecté, avec sa valeur recouvrable. Cette dernière correspond au montant

le plus élevé entre d'une part, la valeur de marché diminuée des coûts de vente et d'autre part, la valeur d'utilité qui est estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs reflétant la rentabilité attendue des actifs attachés à l'UGT ou au groupe d'UGT.

Si la valeur de marché n'est pas corroborée par des transactions récentes similaires, l'utilisation des projections actualisées des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable.

Les flux de trésorerie futurs sont déterminés hors frais financiers à partir des projections sur une durée de 5 ans

et d'une valeur terminale. La valeur terminale est calculée à partir de la capitalisation à l'infini du dernier flux de trésorerie normalisé,

basée sur un taux de croissance à long terme. Les flux de trésorerie sont actualisés sur la base du coût moyen pondéré du capital du groupe,

utilisé comme taux d'actualisation, et s'élevant à 8,10 % pour 2019 (8,20 % en 2018). Ces taux d'actualisation sont des taux

après impôts appliqués à des flux de trésorerie après impôts.

Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des

flux de trésorerie non fiscalisés. Les hypothèses retenues en terme de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables

et conformes aux données de marché disponibles. Le taux de croissance à long terme retenu s'élève à 1% pour 2019 (identique en 2018).

Les dépréciations constatées sur les écarts d'acquisition revêtent un caractère irréversible et ne font donc pas l'objet d'une

reprise. Elles figurent sous la rubrique "Dotations aux provisions et dépréciations" du compte de résultat, en Résultat Opérationnel Courant.

#### Dépréciation des autres immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles

Les immobilisations incorporelles amortissables et les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation

à tout moment au cours d'une période annuelle lorsqu'il existe un indice interne ou externe de perte de valeur.

Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service et pour les immobilisations incorporelles

à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait également l'objet d'une estimation systématique

à la clôture de chaque exercice.

Le Groupe comptabilise une perte de valeur lorsque la valeur nette comptable des actifs excède leur valeur recouvrable.

Les pertes et les reprises de perte de valeur sont comptabilisées en "Dotations aux provisions et dépréciations" et viennent affecter le Résultat Opérationnel

Courant, à l'exception des dépréciations relatives aux ensembles immobiliers qui sont enregistrées en "Autres produits et charges opérationnels".

#### Contrats de location

La norme IFRS 16 est appliquée pour la première fois à compter du 1er janvier 2019 (cf. note 1).

#### Actifs destinés à être cédés

Conformément à la norme IFRS 5, "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées", les actifs non courants destinés

à être vendus sont les actifs qui seront réalisés au travers de leur cession et non de leur utilisation. Lors de leur classification, les actifs non

courants destinés à être vendus sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de

cession, une perte de valeur étant constatée le cas échéant.

Ces actifs cessent d'être amortis.

#### Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur prix de revient réel ou de leur valeur nette de réalisation. Le prix de revient inclut les coûts d'acquisition et les autres coûts encourus pour amener le stock dans l'endroit et l'état où il se trouve.

Le prix de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

#### Créances et dettes d'exploitation

Les créances clients, les dettes fournisseurs et les autres créances et dettes sont comptabilisées à la valeur nominale compte tenu des échéances de paiement inférieures à trois mois.

Les créances clients font l'objet de dépréciations au cas par cas en fonction des risques encourus, et de l'évaluation des pertes attendues.

Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

#### Instruments financiers

##### a) Actifs financiers

La désignation et le classement des actifs financiers sont réalisés lors de la comptabilisation initiale et sont revus à chaque clôture. Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe comptabilise les actifs financiers à la date à laquelle le Groupe devient partie prenante dans les dispositions contractuelles de tels actifs financiers. Les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts directs de transactions lorsque ces actifs ne sont pas classés en tant qu'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

A chaque clôture, le Groupe évalue s'il y a une indication objective de dépréciation. Par exemple, une baisse prolongée ou significative de la juste valeur en dessous du coût d'un actif financier est considérée comme un indicateur objectif de dépréciation.

Le Groupe gère plusieurs catégories d'instruments financiers, et leurs classements dépendent de la finalité de chaque acquisition. Ces catégories sont détaillées comme suit :

- 1) Placements détenus jusqu'à leur échéance : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que le Groupe a la ferme intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.  
Ils sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.
- 2) Prêts et créances : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.  
Valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ils sont dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.  
Cette catégorie inclut les créances d'exploitation, les dépôts et cautionnements ainsi que les prêts.  
Les créances clients, ayant une échéance de moins de 12 mois à la date d'arrêt des comptes, sont présentées en actifs courants sous la rubrique "clients et comptes rattachés".  
Les créances sur participations, prêts et dépôts et cautionnements ayant une échéance de plus de 12 mois à la date d'arrêt des comptes sont présentés en actifs non courants sous la rubrique "autres actifs immobilisés".
- 3) Actifs financiers en juste valeur par résultat : il s'agit d'actifs financiers dont le Groupe a, dès l'origine, une intention de revente à court terme.  
Les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat sous la rubrique "autres produits et charges financiers" dans la période au cours desquelles elles interviennent.  
Cette catégorie regroupe les instruments dérivés de taux que le Groupe SAMSE utilise dans le but de couvrir les risques liés aux variations des taux d'intérêts qui peuvent intervenir dans le cadre des opérations courantes.
- 4) Actifs financiers disponibles à la vente : il s'agit des actifs financiers, autres que les instruments financiers dérivés, n'appartenant pas aux autres catégories.  
Cette catégorie inclut les participations dans des sociétés cotées ou non, autres que les participations dans les sociétés mises en équivalence et les joint-ventures, que la direction a l'intention de conserver à long terme.  
Ces participations sont classées en actifs financiers sous la rubrique autres actifs financiers immobilisés.

Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres dans la période au cours de laquelle elles interviennent, à l'exception des pertes de valeur relatives aux instruments de dettes.

Lorsque les actifs financiers disponibles à la vente sont vendus ou dépréciés, les ajustements cumulés de variations de juste valeur comptabilisés en capitaux propres sont transférés au compte de résultat. En cas d'appréciation ultérieure de la valeur d'action classée en actifs disponibles à la vente, les pertes de valeur comptabilisées en résultat ne sont pas reprises en compte de résultat. En revanche, toute appréciation ultérieure de la valeur d'instruments de dettes classés parmi les actifs disponibles à la vente est comptabilisée en résultat.

Lorsque le Groupe est en droit de recevoir un paiement, les produits d'intérêts ou les dividendes liés aux instruments de capitaux propres sont enregistrés dans le compte de résultat à la rubrique "produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie".

##### b) Opérations de couverture

Les critères de comptabilité de couverture n'étant pas appliqués par le Groupe, les instruments financiers dérivés ne sont pas désignés comme instruments de couverture. Par conséquent, ils ne sont pas comptabilisés selon les principes de la comptabilité de couverture énoncés par IAS 39. Il s'agit de SWAP de taux relatifs à certains emprunts souscrits

par le Groupe. Les variations de juste valeur liées à ces instruments sont directement enregistrées en résultat financier (cf. note 17).

c) Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération. Par la suite, ils sont évalués à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, la différence entre le coût et la valeur de remboursement étant comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée de l'emprunt.

Les dettes financières à long terme comprennent la part des emprunts auprès des établissements de crédit et autres dettes financières diverses dont le terme est supérieur à un an.

Les dettes financières à court terme comprennent la part à court terme des emprunts auprès des établissements de crédit, des autres dettes financières ainsi que les concours bancaires et autres dettes à court terme.

d) Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers négociés sur un marché actif est déterminée par référence au cours de bourse à la date de clôture dans le cas d'instruments financiers cotés.

L'évaluation de la juste valeur des autres instruments financiers, actifs ou passifs, qui ne sont pas cotés sur un marché actif, est fondée sur différentes méthodes d'évaluation et hypothèses déterminées par le Groupe en fonction des conditions de marché existant à la date de clôture.

e) Décomptabilisation

Le Groupe décomptabilise les actifs financiers lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de ces actifs ont pris fin ou ont été transférés et lorsque le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété des actifs. Par ailleurs, si le Groupe ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété, les actifs financiers sont décomptabilisés dès lors que le contrôle n'est pas conservé.

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque les obligations contractuelles sont levées, annulées ou éteintes.

f) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placement liquides, facilement convertibles et qui, à l'origine, ont une échéance inférieure ou égale à trois mois.

Les disponibilités comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse.

Actions propres

Les actions conservées sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. En cas de cession de ces titres totalement ou partiellement, le résultat de cession (avec l'impôt correspondant), est imputé directement dans les capitaux propres et ne contribue donc pas au résultat.

Provisions

Une provision pour risques ou charges est constituée lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers identifié dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable que cela se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie équivalente. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont constatées pour leur montant actualisé, c'est à dire la valeur actuelle des dépenses attendues jugées nécessaires pour régler les obligations correspondantes.

Les variations des provisions enregistrées pour refléter les effets de l'écoulement du temps sont comptabilisées en produits financiers ou charges financières.

Engagements de retraite et assimilés :

Au sein du Groupe, les engagements de retraites regroupent les indemnités de fin de carrière du personnel en activité. Ils sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode tient compte d'hypothèses d'espérance de vie, du taux de rotation du personnel et de l'évolution des salaires. Une actualisation des sommes à verser et un coefficient d'actualisation financière des paiements futurs sont appliqués. Les engagements sont intégralement provisionnés et correspondent exclusivement au régime de retraite à prestations définies localisé en France, comprenant les indemnités légales de départ à la retraite.

Cartes de fidélité :

Dans les magasins de bricolage, une remise future potentielle accordée au client est calculée sur la base de ses achats successifs. Ces avantages sont comptabilisés en réduction des ventes, et éventuellement repris en cas d'annulation.

Litiges :

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériels nés dans l'année.

Autres provisions pour risques et charges :

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la date d'arrêt des comptes et des charges futures estimées.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires et les autres produits de l'activité sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Ils sont

évalués nets des retours, remises et avantages commerciaux consentis dès lors que les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des produits ont été transférés à l'acheteur ou que le service a été rendu.

Le chiffre d'affaires comprend la vente de marchandises et diverses prestations liées à la vente, notamment le transport et le grutage.

Les ventes de marchandises ne comprennent pas d'obligations de performance particulières ou complexes, et les prestations complémentaires de transport proposées par le Groupe sont effectuées sur des durées très courtes.

Le chiffre d'affaires inclut également des prestations réalisées envers des fournisseurs, et des opérations promotionnelles.

Des détails complémentaires figurent en note 20 de l'annexe.

Les autres produits de l'activité comprennent divers produits de gestion courante.

Résultat Opérationnel Courant
-------------------------------

Le Résultat Opérationnel Courant comprend l'ensemble des charges de l'exploitation courante y compris les dépréciations de l'actif immobilisé et les dépréciations des écarts d'acquisition directement liés à l'exploitation et affectés par UGT.

Les autres produits et charges de l'exploitation courante, dont notamment les éléments de cessions d'actifs qui entrent dans le cycle de l'exploitation courante à proprement parler, concourent également à la détermination du Résultat Opérationnel Courant.

Résultat opérationnel
-----------------------

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et charges autres que financiers, ainsi que les résultats de cessions d'actifs immobiliers, et les éléments significatifs non récurrents.

Autres produits et charges opérationnels
--

Les autres produits et charges opérationnels prennent en compte les plus et moins values liées à la cession d'ensembles immobiliers et tout élément significatif et non récurrent qui fausserait la lecture du Résultat Opérationnel Courant.

Frais d'acquisition
---------------------

Les coûts liés à l'acquisition d'une entité sont constatés dans le coût des titres en cas de prise d'influence notable, en résultat dans le cas d'une prise de contrôle ou en capitaux propres dans le cas d'une acquisition d'intérêts minoritaires.

Résultat financier
--------------------

Le résultat financier comprend les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie, le coût de l'endettement financier brut ainsi que divers charges et produits.

Les escomptes de règlements obtenus des fournisseurs ne figurent pas en résultat financier ; ils concourent à la détermination du coût d'achat net des marchandises.

## Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions conservées par le Groupe.

Le résultat dilué par action est calculé sur la même base de résultat net en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs (notamment les plans d'options sur actions).

La méthode utilisée est celle du rachat d'actions au prix de marché. Le prix de marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

## Informations sectorielles

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits et services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

L'activité du Groupe s'articule autour de deux pôles, le négoce de matériaux de construction et le bricolage sur un même secteur géographique, la France.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les écarts d'acquisition attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent ni les impôts différés, ni les autres participations, créances et autres actifs financiers non courants.

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs.

Contexte général de l'arrêté des comptes :

Une vigilance accrue a été portée sur les éventuelles défaillances des clients dont l'insolvabilité est perceptible, et les retards de paiement font l'objet d'une surveillance toute particulière.

Le contexte économique a été pris en compte, notamment dans la détermination des prévisions utilisées pour les tests de dépréciation.

Le Groupe veille à respecter un équilibre entre ses ressources long terme et ses besoins d'investissements structurels.

La gestion de la trésorerie à court terme est accompagnée d'une surveillance accrue de la solvabilité de ses clients et d'une mise en œuvre de leviers d'amélioration du BFR.

Les facteurs de risque suivants ont été analysés afin de répondre aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers :

- La valeur recouvrable des écarts d'acquisition et autres incorporels proche de la valeur nette comptable, a fait l'objet d'une attention toute particulière.
- Les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des actifs non courants dans le cadre des tests de dépréciation ont fait l'objet de tests de sensibilité. Les dépréciations nécessaires ont été prises en compte dans le résultat de l'exercice.
- Le risque clients a été revu et analysé à la clôture des comptes au 31 décembre 2019.
- Les actifs financiers figurant au bilan du Groupe ne présentent pas de risque significatif; de même que les équivalents de trésorerie. Il n'y a aucun risque de liquidité en fin d'exercice.
- Le niveau des ratios liés aux covenants a été examiné. Aucune rupture de covenants n'est intervenue en fin d'exercice.

DETENTIONS DIRECTES PAR LA SOCIETE MERE

SOCIETES DETENUES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2019		AU 31/12/2018	
			OP CAPITAL DETENU en %			
			DE CONTROLE	D'INTERETS	DE CONTROLE	D'INTERETS
SAS LA BOITE A OUTILS	- 1 - SAMSE SA	I.G	99,80%	99,80%	99,80%	99,80%
SAS REMAT	- 2 - SAMSE SA	I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SA CHRISTAUD	- 3 - SAMSE SA	I.G	89,80%	89,80%	89,80%	89,80%
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	- 4 - SAMSE SA	I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS BTP DISTRIBUTION	- 5 - SAMSE SA	I.G	74,91%	74,91%	66,81%	66,81%
SAS M+ MATERIAUX	- 6 - SAMSE SA	I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS ETS RENE DE VEYLE	- 7 - SAMSE SA	I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SA DORAS	- 8 - SAMSE SA	I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS MAURIS BOIS	- 9 - SAMSE SA	I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL GET ELECTRIC	SAMSE SA	I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL EPPS	SAMSE SA	I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL SUD APPRO	SAMSE SA	I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS LEADER CARRELAGES	SAMSE SA	I.G	100,00%	100,00%	84,00%	84,00%
SAS BLANC MATERIAUX	SAMSE SA	I.G	77,50%	77,50%	77,50%	77,50%
SAS ZANON TRANSPORTS	SAMSE SA	I.G	75,00%	75,00%	75,00%	75,00%
SAS FOREZ MAT	SAMSE SA				100,00%	100,00%
SAS MAT APPRO	SAMSE SA	I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LA REGLE	SAMSE SA	I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI H2O IMMO	SAMSE SA	I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LE BOURG	SAMSE SA	I.G	99,60%	99,60%	99,60%	99,60%
SCI CELESTIN CHASSIEU	SAMSE SA	I.G	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
SCI DU ROUSSILLON	SAMSE SA	I.G	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
SCI VALMAR	SAMSE SA	I.G	96,00%	96,00%	96,00%	96,00%
SCI DU VIEUX PORT	SAMSE SA	I.G	90,00%	90,00%	90,00%	90,00%
SCI PORTE DE SAVOIE	SAMSE SA				66,50%	66,50%
SCI BRANLY	SAMSE SA	I.G	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SCI LES ARTISANS	SAMSE SA	I.G	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SCI CHARPIEU	SAMSE SA	I.G	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%
SAS DEGUERRY SAMSE	SAMSE SA	I.G	100,00%	100,00%	35,07%	35,07%
SAS BOURG MATERIAUX	SAMSE SA	MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS TARARE MATERIAUX	SAMSE SA	MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS MATERIAUX SIMC	SAMSE SA	MEQ	44,77%	44,77%	44,91%	44,91%
SAS PLATTARD SAS	- 10 - SAMSE SA	MEQ	33,99%	33,99%	33,99%	33,99%
SAS DIDIER	SAMSE SA	MEQ	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%

Légende : I.G - Intégration Globale - MEQ - Mise en Equivalence

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE DANS LE GROUPE SAMSE	AU 31/12/2019		AU 31/12/2018	
				OP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	OP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE
<b>- 1 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE LA BOITE A OUTILS</b>							
SAS EDB AUBENAS	SAS LA BOITE A OUTILS		LG	70,00%	69,86%	70,00%	69,86%
SAS EDB FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		LG	50,00%	49,90%	50,00%	49,90%
SAS COMPTOIR FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		LG	50,00%	49,90%	50,00%	49,90%
SAS EDB NIMES	SAS LA BOITE A OUTILS	Entrée dans le périmètre	LG	70,00%	69,86%		
SAS EDB ARLES	SAS LA BOITE A OUTILS	Entrée dans le périmètre	LG	70,00%	69,86%		
SCI IMMOBILIERE DUJON	SAS LA BOITE A OUTILS		LG	100,00%	99,80%	100,00%	99,80%
SCI IMMOBILIERE MENNECY	SAS LA BOITE A OUTILS		LG	100,00%	99,80%	100,00%	99,80%
SCI IMMOBILIERE MOISERIE	SAS LA BOITE A OUTILS		LG	100,00%	99,80%	100,00%	99,80%
SCI IMMOBILIERE FONTAINE	SAS LA BOITE A OUTILS		LG	100,00%	99,80%	100,00%	99,80%
SCI OYO	SAS LA BOITE A OUTILS		LG	50,02%	49,92%	50,02%	49,92%
SCI ENTREPOT NIMES	SAS LA BOITE A OUTILS		LG	50,00%	49,90%	50,00%	49,90%
SCI PORTE DE SAVOIE	SAS LA BOITE A OUTILS	Dissolution - Liquidation				33,50%	33,43%
SCI CHABER	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00%	39,92%	40,00%	39,92%
SCI ENTREPOT FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00%	39,92%	40,00%	39,92%
SAS RG BRICOLAGE	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	39,98%	39,90%	39,98%	39,90%
SCI LE CARREAU	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	20,00%	19,96%	20,00%	19,96%
<b>- 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE REMAT</b>							
SARL REMAT SERVICES	SA REMAT		LG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI CARREFOUR DE CHESNES	SA REMAT		LG	69,88%	69,88%	69,88%	69,88%
<b>- 3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE CHRISTAUD</b>							
SAS CELESTIN MATERIAUX	SA CHRISTAUD		LG	96,76%	86,89%	96,76%	86,89%
SAS VAUDREY	SA CHRISTAUD		LG	100,00%	89,80%	100,00%	89,80%
SAS BILLMAT	SA CHRISTAUD		LG	65,00%	58,37%	65,00%	58,37%
SAS LE COMPTOIR	SA CHRISTAUD	Entrée dans le périmètre	LG	80,00%	71,84%		
<b>- 4 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE HENRY</b>							
SARL SCIERIE ET SECHOIRS DU DAUPHINE	SAS HENRY		LG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL DAUPHINOISE DE TRANSPORTS ET AFFRETEMENT	SAS HENRY		LG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL SCIERIE JOURDAN	SAS HENRY		LG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
<b>- 5 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE BTP DISTRIBUTION</b>							
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	SAS BTP DISTRIBUTION		LG	100,00%	74,91%	100,00%	66,81%
SAS SOVAPRO	SAS BTP DISTRIBUTION	Entrée dans le périmètre	LG	100,00%	74,91%		
SAS SOVAPRO MHD	SAS BTP DISTRIBUTION	Entrée dans le périmètre	LG	100,00%	74,91%		
SCI BRANLY	SAS BTP DISTRIBUTION		LG	40,00%	29,96%	40,00%	26,72%
SCI LES ARTISANS	SAS BTP DISTRIBUTION		LG	40,00%	29,96%	40,00%	26,72%

DETENTIONS INDIRECTES OU CONJOINTES PAR LES FILIALES

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2019		AU 31/12/2018	
				OP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	OP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE

**- 6 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE M+ MATERIAUX**

SCI MINETTI	SAS M+ MATERIAUX		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
-------------	------------------	--	----	---------	---------	---------	---------

**- 7 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE RENE DE VEYLE**

SCI DU ROUSSILLON	SAS RENE DE VEYLE		IG	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
SCI VALMAR	SAS RENE DE VEYLE		IG	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
SCI CHARPIEU	SAS RENE DE VEYLE		IG	99,86%	99,86%	99,86%	99,86%
SCI VIEUX PORT	SAS RENE DE VEYLE		IG	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%
SCI CHASSIEU	SAS RENE DE VEYLE		IG	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
SCI LE BOURG	SAS RENE DE VEYLE		IG	0,40%	0,40%	0,40%	0,40%

**- 8 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE DORAS**

SAS OUTIMAT B.T.P	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS ETS ROGER CLEAU	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS CLAUDE MATERIAUX	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL FAVERET	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS SOCOBOIS	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS ETS MARTIN	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SPRL BELPARMAT	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI DES MINES	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI DE LA BOUDEAUDE	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI IMMODOUR	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI JURADOR	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI DES ESSARDS	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI DES ABATTOIRS	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI TETE AU LOUP	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LA JONCTION	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI MONBOUTOT LA TOUR	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LE PETIT FORT	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI SAINT GEORGES	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI GUILLEMIER	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LE PETIT BOUREY	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI POUSSON COSNE	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LOUIS PERGAUD	SA DORAS		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SA DIJON BETON	SA DORAS		MEQ	23,30%	23,30%	23,30%	23,30%
SCI ESPACE +	SA DORAS		MEQ	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%

**- 9 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE MAURIS BOIS**

SAS LES COMPTOIRS DU BOIS ASSOCIES	SAS MAURIS BOIS	TUP dans la société MAURIS BOIS avec effet au 1er janvier 2019				100,00%	100,00%
SAS LOIRE MATERIAUX	SAS MAURIS BOIS	Entrée dans le périmètre	IG	100,00%	100,00%		

SOCIETES DETENUES PAR LES GROUPES INTEGRES PAR MISE EN EQUIVALENCE

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2019		AU 31/12/2018	
				QP CAPITAL DETENU en %	QP CAPITAL DETENU en %	QP CAPITAL DETENU en %	QP CAPITAL DETENU en %
				DE CONTRÔLE DU GROUPE MEQ	D'INTERETS DU GROUPE MEQ	DE CONTRÔLE DU GROUPE MEQ	D'INTERETS DU GROUPE MEQ
SAS PLATTARD CARRELAGES	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD NEGOCE	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD BETON	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD INDUSTRIES	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD GRANULATS	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS SOREAL	SAS PLATTARD GRANULATS		I.G	96,10%	96,10%	96,10%	96,10%
SAS OLLIER BOIS	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS THIMONIER TRANSPORTS	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS CHUZEVILLE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	75,00%	75,00%	75,00%	75,00%
SCI ODETTE	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS APM	SAS PLATTARD	Entrée dans le périmètre	MEQ	50,00%	50,00%		
SAS BOURG MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS TARARE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SARL ALBON PREFA	SAS PLATTARD INDUSTRIES		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
ANCYCLA ( EX BEAUJOLAISE DE RECYCLAGE )	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SARL DDM	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS ETABLISSEMENTS DARGAUD	SAS PLATTARD		MEQ	34,43%	34,43%	34,43%	34,43%
SAS DP GRANULATS	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	32,50%	32,50%	32,50%	32,50%

- 10 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE PLATTARD

EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE L'ANNEE 2019

Entrées dans le périmètre - Prises de contrôle -

Sociétés	Date	Activité	Méthode de consolidation retenue	% de détention	Société détentrice
SAS LE COMPTOIR	01/01/2019	Négoce	Intégration Globale	80,00	SA CHRISTAUD
SAS LOIRE MATERIAUX	29/03/2019	Négoce	Intégration Globale	100,00	SAS MAURIS BOIS
SAS DEGUERRY SAMSE	17/04/2019	Négoce	Intégration Globale	100,00	SA SAMSE
SAS SOVAPRO	03/06/2019	Négoce	Intégration Globale	100,00	SAS BTP DISTRIBUTION
SAS SOVAPRO MHD	03/06/2019	Négoce	Intégration Globale	100,00	SAS BTP DISTRIBUTION

Entrées dans le périmètre - Créations -

Sociétés	Date	Activité	Méthode de consolidation retenue	% de détention	Société détentrice
SAS EDB NIMES	08/10/2019	Bricolage	Intégration Globale	70,00	SAS LA BOITE A OUTILS
SAS EDB ARLES	08/10/2019	Bricolage	Intégration Globale	70,00	SAS LA BOITE A OUTILS

Acquisitions d'intérêts minoritaires

Sociétés	Date	Activité	% acquis	% de détention	Société détentrice
SAS BTP DISTRIBUTION	29/04/2019	Négoce	8,10	74,91	SA SAMSE
SAS LEADER CARRELAGES	01/02/2019	Négoce	16,00	100,00	SA SAMSE

Opérations de restructuration interne par voie de fusion absorption

Sociétés	Date effective	Activité	Société absorbante
SAS FOREZ MAT	01/01/2019	Négoce	SA SAMSE
SAS LES COMPTOIRS DU BOIS ASSOCIES	01/01/2019	Négoce	SAS MAURIS BOIS

Sorties du périmètre par voie de dissolution - liquidation

Sociétés	Date effective	Activité	Société détentrice
SCI PORTE DE SAVOIE	12/06/2019	Négoce	SA SAMSE

Informations complémentaires :

Les mouvements de périmètre qui affectent les sous-groupes consolidés par mise en équivalence ne sont pas traités dans l'évolution du périmètre de consolidation. Ces mouvements concernent la société SAS PLATTARD.

L'information figure cependant dans la page précédente, dans la colonne intitulée "événements de l'année".

ENTREES DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION - PRISES DE CONTRÔLE

Sociétés	Montant de l'acquisition	Secteur d'activité	Zone géographique	Méthode de consolidation retenue	Exercice 2019		% détenu	
					Chiffre d'affaires Données consolidées retraitées	Résultat net (1)	contrôle	intérêts
LE COMPTOIR	400	Négoce	France	IG	2 329	-285	80,00%	71,84%
LOIRE MATERIAUX	1 592	Négoce	France	IG	8 251	-172	100,00%	100,00%
DEGUERRY	1 900	Négoce	France	IG	4 325	241	100,00%	100,00%
SOVAPRO & SOVAPRO MHD	1 300	Négoce	France	IG	1 754	82	100,00%	74,91%

(1) : Hors produit de réévaluation DEGUERRY de 155 milliers d'euros (cf. note 4.3).

Toutes les sociétés du Groupe SAMSE clôturent leur exercice social le 31 décembre de chaque année.

Début 2019, le Groupe SAMSE a acquis, par l'intermédiaire de sa filiale CHRISTAUD, 80% du capital de la société LE COMPTOIR. Cette société est basée à Castelculier (47), et distribue des matériaux de construction pour le secteur des travaux publics.

Fin mars 2019, la société MAURIS BOIS a effectué le rachat de LOIRE MATERIAUX. Cette société est spécialisée dans la distribution des panneaux bruts et décoratifs, bois de construction et de menuiserie, bardages et lambris, menuiseries intérieures et extérieures, et parquets. Elle emploie 48 salariés.

Fin avril 2019, le Groupe a pris le contrôle de la société DEGUERRY en reprenant 64,93% du capital de cette entité. Le pourcentage de détention passe ainsi de 35,07% à 100%. Les états financiers consolidés au 31 décembre 2019 prennent en compte l'entité DEGUERRY en intégration globale à partir du 1er mai, cette société ayant été consolidée par mise en équivalence jusqu'à cette date.

Les sociétés SOVAPRO et SOVAPRO MHD ont été rachetées par BTP DISTRIBUTION le 3 juin 2019. Ces deux sociétés sont basées dans le Doubs et distribuent des matériaux de construction pour les Travaux Publics et les aménagements extérieurs. Elles emploient 6 collaborateurs et réalisent un chiffre d'affaires total annuel de 3 M€.

Si ces acquisitions étaient intervenues au 1er janvier 2019, les effets sur le chiffre d'affaires et le résultat du Groupe au 31 décembre 2019 auraient été les suivants :

Entités	Chiffre d'affaires	Résultat net (1)
LE COMPTOIR	2 329	-285
LOIRE MATERIAUX	11 291	-553
DEGUERRY	6 283	321
SOVAPRO & SOVAPRO MHD	3 244	137

(1) : Hors produit de réévaluation DEGUERRY de 155 milliers d'euros (cf. note 4.3).

Les comptes consolidés du Groupe SAMSE, établis au 31 décembre 2019, regroupent les comptes des sociétés mentionnées ci-dessus et peuvent se résumer ainsi :

	Au 31 /12/2019		Au 31/12/2018	
	France	Etranger (1)	France	Etranger (1)
Nombre de sociétés				
Société mère et sociétés consolidées par intégration globale	76	1	71	1
Sociétés consolidées par mise en équivalence	12		13	
sous - total	88	1	84	1
TOTAL	89		85	

(1) Société belge (BELPARMAT) détenue par la SA DORAS. Société sans activité commerciale, non significative au niveau du Groupe SAMSE

## EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES

En février 2020, Dumont Investissement, actionnaire majoritaire de SAMSE, a acquis la participation de 21,13% du capital de SAMSE détenue par BME France (ex CRH France Distribution).

Cette acquisition porte la participation de Dumont Investissement à 77,30% du capital et 81,28% des droits de vote de la société SAMSE.

Elle a mis fin au pacte d'actionnaires de SAMSE conclu le 17 septembre 2014 entre Dumont Investissement et BME France, et s'est accompagnée de la renonciation, par cette dernière et sans indemnité à sa charge, à l'option d'achat du contrôle de Dumont Investissement qui lui avait été consentie le même jour.

L'épidémie du virus Covid-19 engendre à compter du 17 mars 2020 des impacts significatifs sur l'activité du Groupe, avec notamment la fermeture d'une partie significative de ses sites de distribution des activités Négoce et Bricolage. La totalité des effets liés à cette situation exceptionnelle est encore difficilement mesurable à ce stade (perte de chiffre d'affaires, partiellement compensée par l'indemnisation du chômage partiel). Dans le cadre des estimations retenues pour l'arrêté des comptes clos le 31 décembre 2019, le Groupe ne remet pas en cause ses perspectives à long terme.

PRINCIPAUX CONTRIBUTEURS SIGNIFICATIFS DU GROUPE (+ de 10 % du chiffre d'affaires)

Au 31 décembre 2019

Valeurs nettes consolidées	DORAS	LA BOITE A OUTILS	M+ MATERIAUX	SAMSE	Autres filiales	Total consolidé
Actifs non courants (y compris les écarts d'acquisition)	49 903	74 705	42 532	130 837	191 721	489 698
Endettement financier hors Groupe	45 149	23 955	36 859	112 645	47 713	266 321
Trésorerie au bilan	2 270	892	3 686	52 092	11 709	70 649
Flux de trésorerie liés à l'activité	9 387	26 246	13 773	53 584	6 152	109 142
Dividendes versés dans l'exercice et revenant à la société cotée SAMSE		6 386			9 192	15 578

En application du Règlement Européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, le Groupe SAMSE a établi ses états financiers consolidés à compter de l'exercice 2005 conformément aux Normes comptables internationales applicables au 31 décembre 2005, avec un comparatif au titre de l'exercice 2004. La date du 1er janvier 2004 ayant été retenue comme date de transition, les retraitements liés aux Normes IFRS ont été effectués comme si elles avaient toujours été appliquées.

Conformément à la Norme IFRS 1, les exemptions facultatives suivantes ont été retenues :

IFRS 3 Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004 n'ont pas été retraités.

IAS 16 Immobilisations corporelles

Le Groupe n'a pas retenu la Juste Valeur en tant que coût présumé, et a opté pour la méthode du coût historique amorti.

IFRS 2 Paiements en actions et assimilés

Le Groupe a choisi d'appliquer cette norme aux plans de stock-options émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1er janvier 2005.

IAS 32/39 Instruments financiers

Le Groupe a appliqué cette norme à compter de l'exercice 2005. Cependant, les titres d'autocontrôle ont été retraités en diminution des capitaux propres.

Les retraitements IFRS pris en compte à la date de transition et détaillés dans les différentes notes du présent document sont les suivants :

IAS 1 Les états financiers ont été établis selon cette norme qui modifie sensiblement la présentation générale des comptes.

IAS 2 Les stocks de marchandises étaient déjà évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. Le Groupe inclut désormais dans le coût d'acquisition les frais d'escomptes obtenus pour paiement comptant.

IAS 12 Les impôts différés ont été pris en compte sur les ajustements réalisés à l'actif et au passif selon les critères définis par cette norme.

IAS 16 Les immobilisations corporelles ont été retraitées selon la méthode du coût historique amorti.

IAS 17 Les contrats en vigueur dans le Groupe sont des contrats de location simple, à l'exception des contrats de location financement (leasing immobilier) qui étaient déjà retraités dans les comptes consolidés en normes françaises.

IAS 18 Le chiffre d'affaires du Groupe n'a pas été impacté par le changement de norme.

IAS 19 Les engagements de retraites (IFC) sont pris en compte depuis l'exercice 1999. Les médailles du travail sont comptabilisées depuis l'exercice 2004.

IFRS 3 / IAS 36 Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis à compter du 1er janvier 2004.

IAS 38 Les fonds commerciaux ont été reclassés en écarts d'acquisition.  
Les tests de perte de valeur ont été réalisés au niveau de chaque U.G.T (Unités Génératrices de Trésorerie).  
Un Goodwill négatif a été retraité en résultat.

IAS 40 Les immeubles de placement ont été retraités au coût historique amorti.

## Note 4 - ECARTS D'ACQUISITION

### 4.1. EVOLUTION DES ECARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)	Ecarts d'acquisition
Valeur brute	
à l'ouverture de l'exercice	66 984
Augmentations / Acquisitions	1 033
Diminutions / Sorties	
à la clôture de l'exercice	68 017
Dépréciations	
à l'ouverture de l'exercice	21 522
Dépréciations / pertes de valeur	1 470
à la clôture de l'exercice	22 992
Valeur nette	
à l'ouverture de l'exercice	45 462
à la clôture de l'exercice	45 025

## 4.2. DETAIL DES ECARTS D'ACQUISITION A L'OUVERTURE ET A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	A l'ouverture	Mouvements				A la clôture
		Augmentations acquisitions	Diminutions sorties	Dépréciations	Virements	
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	13 188			270		12 918
SA DORAS	6 908			180		6 728
SAS M+ MATERIAUX	4 326			40		4 286
SAS DEDB	2 722					2 722
SAS ZANON TRANSPORTS	2 286					2 286
SAS ETS ROGER CLEAU	2 217			600		1 617
SA SAM	1 433					1 433
SAS GAMAG	1 320					1 320
SAS TS HABITAT	1 300					1 300
SAS BILLMAT	719					719
SAS LA BOITE A OUTILS	706					706
SA BENET	669					669
SAS LEADER CARRELAGES	833			200		633
CO DI PLAST	619					619
RUDIGOZ	577					577
SAS SOCOBOIS	536					536
PLOTON	523					523
SOVAPRO & SOVAPRO MHD			PRISE DE CONTRÔLE			494
SAS DEGUERRY			442			442
SA ROCH MATERIAUX	385					385
SAS BLANC MATERIAUX	340					340
CSI MATERIAUX	282					282
SAS TC-HP	237					237
SAS CLAUDE MATERIAUX	310			80		230
LASSERE	249			20		229
SAS EXPOTEO	204					204
SAS MATERIAUX DES ALPES	182					182
SARL LECHENNE	176					176
SAS ENTREPÔT DU BRICOLAGE FROMENT	176					176
SA FRANCHEVILLE MATERIAUX	169					169
SARL ISO-NEG	167					167
SAS FOREZ MAT	161					161
ORNANS	149					149
SAS MAURIS BOIS	149					149
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	145					145
SAS SGAC	132					132
SA BRICO ALES	132					132
MOTTY	110					110
SAS LOIRE MATERIAUX			97			97
SAS REMAT	147			80		67
SAS LE COMPTOIR			0			0
AUTRES, INDIVIDUELLEMENT NON SIGNIFICATIFS	578					578
<b>Total</b>	<b>45 462</b>	<b>1 033</b>	<b>0</b>	<b>1 470</b>	<b>0</b>	<b>45 025</b>

## Dépréciations des écarts d'acquisition constatées (en K€)

Année	Montants	en % des écarts d'acquisition
Antérieures		
à 2011	10 730	
2011	783	1,60
2012	1 495	3,09
2013	1 086	2,38
2014	2 053	4,38
2015	1 685	3,66
2016	2 085	4,68
2017	1 080	2,52
2018	525	1,15
2019	1 470	3,26

## Pertes de valeur

L'UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) est définie dans le Groupe SAMSE, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des flux de trésorerie (cash flow) indépendants des flux de trésorerie générés par les autres actifs ou groupes d'actifs.

La réflexion sur la détermination des UGT a été alimentée par l'examen des critères suivants :

- Existence ou non d'un marché actif.
- Importance des relations de dépendance économique entre les différentes unités.
- Découpage opérationnel : manière dont le management organise son reporting.
- Découpage stratégique : manière dont le management prend ses décisions de poursuite ou d'abandon d'activités.

L'implantation des sites répond parfois à plusieurs de ces critères.

Le critère déterminant qui a été retenu est le découpage opérationnel. Ainsi, l'UGT retenue est devenue le site physique (notion d'agence ou de magasin).

Cependant, il existe quelques exceptions pour des sites répondant à un découpage stratégique sur des marchés peu actifs.

Dans ce cas, l'UGT retenue est un ensemble de deux agences, interdépendantes économiquement.

Cela concerne 19 couples de 2 sites physiques sur 290 UGT.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan " Titres mis en équivalence ".

Les écarts d'acquisition au 31 décembre 2019 se répartissent par secteur d'activité, sur un même secteur géographique (la France), comme suit :

Négoce	39 752
Bricolage	5 273

Les écarts d'acquisition sont affectés par unités ou groupe d'unités génératrices de trésorerie.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une description détaillée par entité juridique (cf. tableau ci-dessus).

Sur l'ensemble des écarts d'acquisition, UGT par UGT, c'est l'UGT de la société Henry sur le site de Saint Hilaire du Rosier qui représente le montant le plus important, soit 29% du montant total des écarts d'acquisition.

Il faut noter également que l'écart d'acquisition concernant DORAS correspond à un ensemble de 50 UGT.

Les tests de dépréciation réalisés sur les UGT (comprenant les écarts d'acquisition affectés) sont basés sur la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente, il est fait référence aux transactions comparables, en considérant le résultat des transactions récentes portant sur des actifs similaires dans le même secteur d'activité.

La valorisation repose notamment sur des multiples d'agrégats comptables (chiffre d'affaires et résultat d'exploitation).

Si la juste valeur diminuée des coûts de vente n'est pas corroborée par des transactions comparables, il est alors procédé au calcul de la valeur d'utilité estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs. Des précisions sur la méthode de calcul sont fournies en note 1 - principes comptables - rubrique : dépréciation des écarts d'acquisition.

Sur la base de cette méthode, la valeur recouvrable de chaque UGT, à laquelle est affectée une quote part de la valeur comptable des écarts d'acquisition, fait l'objet d'une analyse permettant de détecter si la valeur d'utilité de l'UGT n'est pas inférieure à la valeur nette comptable de ses actifs.

Cette analyse a conduit à comptabiliser des dépréciations sur les écarts d'acquisition de 10 UGT pour un montant global de 1 470 milliers d'euros.

L'analyse de sensibilité, consistant à faire varier raisonnablement les paramètres du test, n'a pas conduit à changer la conclusion de celui-ci.

Le Groupe tient compte également du contexte économique de chaque clôture et a retenu pour 2019 des hypothèses opérationnelles pertinentes et mesurées.

Ces hypothèses reposent sur l'expérience du management et la mise en place rigoureuse de plans d'actions portant sur les taux de marge et sur le développement du chiffre d'affaires.

## VENTILATION DES ECARTS D'ACQUISITION

	Valeurs nettes
Négoce	
UGT HENRY (Saint Hilaire du Rosier)	12 918
UGT ZANON TRANSPORTS	2 286
UGT CLEAU	1 617
Autres UGT sans écarts d'acquisition individuellement significatifs	22 931
Bricolage	
Ensemble des UGT	5 273
<b>TOTAL</b>	<b>45 025</b>

#### 4.3. DETERMINATION DES ECARTS D'ACQUISITION DES SOCIETES ENTREES DANS LE PERIMETRE

	LE COMPTOIR
Prix d'acquisition (A)	400
% des actifs et passifs identifiables acquis	80
Actifs et passifs identifiables acquis à 80%, nets (B)	400
Frais d'acquisition (enregistrés en charges de la période)	7
<b>Ecart d'acquisition (A-B)</b>	<b>0</b>

Dans le cadre de l'acquisition de la société LE COMPTOIR, aucun ajustement à la juste valeur significatif n'a été constaté sur les actifs et passifs acquis. La trésorerie nette reprise de la société au moment de l'acquisition s'élevait à 456 milliers d'euros.

	LOIRE MATERIAUX
Prix d'acquisition (A)	1 178
% des actifs et passifs identifiables acquis	100
Actifs et passifs identifiables acquis à 100%, nets (B)	1 081
Frais d'acquisition (enregistrés en charges de la période)	13
<b>Ecart d'acquisition (A-B)</b>	<b>97</b>

Aucun ajustement à la juste valeur significatif n'a été constaté lors de la prise de contrôle de LOIRE MATERIAUX. La trésorerie nette reprise de la société au moment de l'acquisition s'élevait à -557 milliers d'euros.

	DEGUERRY
Prix d'acquisition des 64,93% (A)	1 900
Juste valeur de la quote-part antérieurement détenue de 35,07% (B)	1 026
Actifs et passifs identifiables acquis à 100%, nets (C)	2 484
Frais d'acquisition (enregistrés en charges de la période)	10
<b>Ecart d'acquisition (A+B-C)</b>	<b>442</b>

Dans le cadre de l'acquisition de la société DEGUERRY, aucun ajustement à la juste valeur significatif n'a été constaté sur les actifs et passifs acquis. La trésorerie nette reprise de la société DEGUERRY au moment de l'acquisition s'élevait à 1 666 milliers d'euros. Le passage de la mise en équivalence à une intégration globale à 100% a entraîné, conformément à IFRS 3R, la constatation d'un produit de réévaluation de la quote-part antérieurement détenue pour un montant de 155 milliers d'euros.

Ce produit, déterminé à la date de prise de contrôle, a été enregistré au niveau des autres produits et charges opérationnels (cf. note 22).

	SOVAPRO & SOVAPRO MHD
Prix d'acquisition (A)	1 369
% des actifs et passifs identifiables acquis	100
Actifs et passifs identifiables acquis à 100%, nets (B)	875
Frais d'acquisition (enregistrés en charges de la période)	12
<b>Ecart d'acquisition (A-B)</b>	<b>494</b>

Aucun ajustement à la juste valeur significatif n'a été constaté lors de la prise de contrôle de SOVAPRO. La trésorerie nette reprise des sociétés au moment de l'acquisition s'élevait à 282 milliers d'euros.

Note 5 - AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)	Marques	Logiciels progiciels	Autres	Total
<b>Valeur brute</b>				
à l'ouverture de l'exercice	392	19 875	453	20 720
Augmentations / Acquisitions		2 239		2 239
Diminutions / Sorties		29		29
Mouvements de périmètre	Entrées	245	230	475
Mouvements de périmètre	Sorties			
Virements		1 060	-4	1 056
à la clôture de l'exercice	392	23 390	679	24 461
<b>Amortissements / Dépréciations</b>				
à l'ouverture de l'exercice	-	18 646	293	18 939
Dotations aux amortissements		1 254		1 254
Dépréciations / pertes de valeur				
Reprises de dépréciations / pertes de valeur				0
Diminutions / cessions		29		29
Mouvements de périmètre	Entrées	172	230	402
Mouvements de périmètre	Sorties			
Virements		34	-4	30
à la clôture de l'exercice	-	20 077	519	20 596
<b>Valeur nette</b>				
à l'ouverture de l'exercice	392	1 229	160	1 781
à la clôture de l'exercice	392	3 313	160	3 865

Note 6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'euros)	Ensembles immobiliers	Droits d'utilisation locations immobilières IFRS 16	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Droits d'utilisation autres immobilisations IFRS 16	En cours, avances et acomptes	Total
<b>Valeur brute</b>							
à l'ouverture de l'exercice	401 444		50 715	159 767		8 953	620 879
IFRS 16 - impact de première application		63 169			7 127		70 296
Augmentations / Acquisitions	15 295	14 382	4 549	10 611	3 891	18 761	67 489
Diminutions / Sorties	3 603	1 884	2 348	5 619	1 058	3	14 515
Mouvements de périmètre	Entrées	4 245	1 691	532	1 274	20	7 762
Mouvements de périmètre	Sorties						
Virements	3 338		725	2 771		-7 465	-631
à la clôture de l'exercice	420 719	77 358	54 173	168 804	9 960	20 266	751 280
<b>Amortissements / Dépréciations</b>							
à l'ouverture de l'exercice	200 559		33 097	114 292		0	347 948
Dotations aux amortissements	13 108	14 279	4 206	13 015	4 273		48 881
Dépréciations / pertes de valeur	23			2			25
Reprises de dépréciations / pertes de valeur	165			749			914
Diminutions / cessions	543	341	2 111	5 571	734		9 300
Mouvements de périmètre	Entrées	1 437	17	482	941		2 877
Mouvements de périmètre	Sorties						
Virements	463		35	-595			-97
à la clôture de l'exercice	214 882	13 955	35 709	121 335	3 539	0	389 420
<b>Valeur nette</b>							
à l'ouverture de l'exercice	200 885		17 618	45 475		8 953	272 931
à la clôture de l'exercice	205 837	63 403	18 464	47 469	6 421	20 266	361 860

(1)

(1) dont 1 450 milliers d'euros d'actifs immobiliers destinés à la vente (1 716 milliers d'euros au 31 décembre 2018). Ces actifs figurent sur l'état de la situation financière consolidée au niveau de la ligne "Actifs classés comme détenus en vue de la vente".

Les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une analyse approfondie quant à la détermination d'éventuelles pertes de valeur qui auraient pu apparaître au cours de l'année 2019.

En ce qui concerne les ensembles immobiliers, qui représentent 70,5 % des immobilisations corporelles nettes hors IFRS 16, le Groupe a mis en œuvre une démarche économique pour identifier tout indice de perte de valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur sur cette catégorie d'actif, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur actuelle.

A titre de règle pratique, le Groupe détermine la valeur vénale ; cette valeur représente le montant qui pourrait être obtenu à la date de clôture ou à une autre date pré-déterminée de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

Au 31 décembre 2019, aucune dépréciation significative pour perte de valeur n'a été constatée.

Conformément à IFRS 5, le Groupe a présenté les actifs destinés à être cédés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière.

Il s'agit de cinq ensembles immobiliers dont la cession se réalisera à court terme.

## 6.1. ECARTS DE PREMIERE CONSOLIDATION AFFECTES

Les valeurs du bilan comprennent les écarts de première consolidation affectés selon détail ci-dessous :

	Valeur brute au 01/01/2019	Valeur nette au 01/01/2019	Entrées dans le périmètre	Sorties du périmètre	Cessions	Valeur brute au 31/12/2019	Valeur nette au 31/12/2019
Terrains	6 570	6 366	1 492		742	7 320	7 116
Constructions	12 618	2 399	945			13 563	2 882
<b>Total</b>	<b>19 188</b>	<b>8 765</b>	<b>2 437</b>	<b>0</b>	<b>742</b>	<b>20 883</b>	<b>9 998</b>

## 6.2.a CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT (CREDIT BAIL IMMOBILIER)

	Terrains	Constructions	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	1 493	16 141	17 634
Augmentations / Acquisitions			
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	1 493	16 141	17 634
Amortissements			
à l'ouverture de l'exercice	0	12 019	12 019
Dotations aux amortissements		407	407
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	0	12 426	12 426
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	1 493	4 122	5 615
à la clôture de l'exercice	1 493	3 715	5 208

## 6.2.b CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT (CREDIT BAIL MOBILIER)

	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	339	2 854	3 193
Augmentations / Acquisitions	24	352	376
Diminutions / Sorties	10	42	52
Mouvements de périmètre			0
à la clôture de l'exercice	353	3 164	3 517
Amortissements			
à l'ouverture de l'exercice	205	1 738	1 943
Dotations aux amortissements	28	268	296
Diminutions / Sorties	3	40	43
Mouvements de périmètre			0
à la clôture de l'exercice	230	1 966	2 196
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	134	1 116	1 250
à la clôture de l'exercice	123	1 198	1 321

### 6.3.a INFORMATION SUR LA DETTE DE CREDIT BAIL IMMOBILIER

	2019	2018
Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice	412	464
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :		
Moins d'un an	54	51
De 2 à 5 ans	249	236
Plus de 5 ans	109	177
	412	464

### 6.3.b INFORMATION SUR LA DETTE DE CREDIT BAIL MOBILIER

	2019	2018
Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice	829	745
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :		
Moins d'un an	308	241
De 2 à 5 ans	521	504
	829	745

6.5. INFRASTRUCTURES D'EXPLOITATION (Terrains et Constructions)

Les infrastructures d'exploitation se répartissent comme suit :

(les infrastructures d'exploitation des sociétés mises en équivalence ne sont pas prises en compte)

AGENCES DE NEGOCE							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SA SAMSE</b>							
Aix les Bains	9 766	Gap	33 004	Alès	15 246	Cluses	19 239
Albertville	23 972	Meximieux	56 216	Annonay	17 907	Embrun	13 039
Annessas	1 123	Modane	4 870	Bernis	11 329	Joyeuse	6 228
Aubenas	24 904	Saint Martin d'Hères	33 980	Cornillon	11 771	Vienne	16 820
Barcelonnette	15 829	Veynes	9 051	Crolles	7 198		
Bellegarde	12 014			Echiroles (CAREO)	3 000		
Bourg d'Oisans	8 209			Gap (CAREO)	2 200		
Bourg Saint Maurice	11 689			Guillestre	12 000		
Briançon	16 552			La Grand Combe	5 700		
Château Arnoux	4 606			Lans en Vercors	4 500		
Chateaufort	4 079			Montpezat	4 015		
Corbas	22 416			Nozières	18 085		
Digne	19 845			Pontcharra	10 000		
Digne (CAREO)	3 910			Saint Ambroix	15 691		
Genilac	2 950			Saint Firmin	5 891		
La Motte Servolex	14 817			Saint Priest	19 335		
La Mure	10 000			Vallon Pont d'Arc	4 558		
La Tour de Salvagny	15 946			Tassin la demi lune	4 214		
La Tour du Pin	15 307						
Largentière	7 818						
Le Pont de Beauvoisin	15 122						
Le Pouzin	10 080						
Lyon	4 114						
Margencel	12 537						
Moirans	18 657						
Monistrol	8 046						
Montélimar	17 519						
Moutiers	6 963						
Privas	8 115						
Pusignan	10 618						
Ruoms	8 635						
Saint Etienne de Saint Geoirs	10 063						
Saint Forgeux	6 830						
Saint Genis Laval	24 454						
Saint Genis Pouilly	16 898						
Saint Jean de Maurienne	9 029						
Saint Julien en Genevois	5 496						
Saint Marcellin	12 358						
Saint Pierre d'Albigny	7 165						
Saint Quentin Fallavier	20 000						
Saint Savin	16 881						
Sallanches	8 775						
Seyne les Alpes	5 207						
Sillingy	31 474						
Sisteron	20 820						
St Etienne	14 431						
Sury Le Comtal	6 762						
Valence	24 738						
Vif	8 000						
Ville la Grand	19 074						

\* Propriété : tènement immobilier dont le Groupe est propriétaire (tènement figurant dans ses actifs)

Tènement mixte : immobilier dont une partie est propriété du Groupe, le reste appartient à un propriétaire externe et fait l'objet d'un bail commercial ou bail à construction

Location simple : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail commercial

Bail à construction : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail à construction

Les superficies exprimées correspondent à la superficie globale des terrains

INFRASTRUCTURES D'EXPLOITATION DU GROUPE SAMSE

AGENCES DE NEGOCE

* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²
<b>SAS BLANC MATERIAUX</b>					
		Annot	3 158	Colmars les Alpes	14 925
				La Mure Argens	3 732
<b>SAS LOIRE MATERIAUX</b>					
Meyzieu	18 669			Montélimar	6 200
Sorbiers	21 307				
<b>SAS LE COMPTOIR</b>					
				Castelculier	6 805
<b>SA CHRISTAUD</b>					
Aubenas	1 355			Ambarés et Lagrave	3 724
Beaumont les Valence	8 244			Castelculier	467
Echirolles	8 618			Clermont Ferrand	3 222
Voglans	4 000			Gap	500
				Pusignan	2 520
				Seynod	2 942
				St Germain Laprade	1 980
				Tours	2 000
<b>SAS BILLMAT</b>					
Coutances	7 812			Vire	4 571
				Colombelles	5 615
				Grand Couronne	960
				St Jacques de la Lande	18 061
				Graces	4 455
<b>SAS CELESTIN MATERIAUX</b>					
Bourgoin Jallieu	9 230	Pierrelatte	12 154	Aubenas	3 739
Chassieu	5 615			Beaumont les Valence	4 764
Irigny	6 275			Nimes	3 645
				Pusignan	8 010
				St Just St Rambert	21 014
				Vienne	3 010
				Vinsobres	10 600
<b>SA VAUDREY</b>					
				Lagny sur Marne	2 004
				Saint Léonard	3 890
<b>SAS BTP DISTRIBUTION</b>					
Fegersheim	11 531			Dannemarie sur Crete	2 852
Haguenau	26 420			Etupes	5 700
Richwiller	16 469			Le Bélieu	3 316
Woustviller	14 975				
<b>SAS MAURIS BOIS</b>					
Argonay	59 802	Seyssins	16 977	Briançon	4 066
Valence	8 236				
Voiron	5 797				
<b>SAS REMAT</b>					
Saint Quentin Fallavier	5 300			Saint Jean de Moirans	9 483
<b>SARL REMAT SERVICES</b>					
				Saint Jean de Moirans	100
<b>SAS LEADER CARRELAGES</b>					
				Meythet	2 392

**AGENCES DE NEGOCE**

* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²
<b>SA DORAS</b>							
Arbois	13 736	Crottet	10 173	Baume les Dames	3 062	Nevers jonction	3 063
Beaune	23 549	Fain les Montbard	12 430	Boz	9 969		
Besançon	16 300			Chenôve 208	7 373		
Béthoncourt	12 548			Chenôve 6	42 250		
Bourbon Lancy	9 572			Dijon Dr Quignard	14 924		
Chalindrey	6 206			Luxeuil (Caréo)	3 450		
Chenôve	33 030			Neuilly l'Evêque	4 110		
Ciel	9 344			Nuits Saint Georges	10 124		
Cluny	9 845			Ormans	6 019		
Corbigny	9 700			Polisot	5 017		
Cosne sur Loire	8 547			Remiremont	10 352		
Decize	7 596			Rioz	10 457		
Delle	8 000			Saint Dizier	10 614		
Dijon	11 970			Saint Marcel	24 130		
Dole	17 000			Saint Usage	11 208		
Gevrey Chambertin	21 205			Saulieu	5 940		
Gueugnon	7 698			Toucy	11 828		
Is sur Tille	14 162						
Joigny	7 588						
Langres	11 473						
Le Creusot	9 054						
Lons le Saunier	17 430						
Macon	12 468						
Montceau les Mines	20 238						
Moulins Engilbert	5 779						
Nevers Saint Eloi	30 466						
Paray le Monial	10 000						
Pont sur Yonne	6 467						
Pontarlier	15 214						
Saint Satur	5 612						
Sainte Colombe sur Seine	10 554						
Semur en Auxois	11 507						
Seurre	6 900						
Torcy le Grand	5 619						
Verdun sur Doubs	9 000						
Vesoul	10 286						
Villegusien le Lac	11 323						
<b>SAS CLEAU</b>							
Dracy le Fort	42 335			Bourg en Bresse	4 409		
				Montceau les Mines	400		
<b>SAS CLAUDE MATERIAUX</b>							
Arcy sur Cure	7 003						
<b>SAS SOCOBOIS</b>							
				La Rosière	38 622		
<b>ETS MARTIN</b>							
				Saint Thibault	5 213		
<b>SAS M+ MATERIAUX</b>							
Agde	7 956	Hossegor	3 405	Agen	13 869		
Bergerac	15 000	sarlat	23 981	Alès	8 252		
Carcassonne	6 324			Argelès	5 688		
Castelginest (Socobois)	32 424			Aureilhan	5 195		
Castres	7 819			Baillargues	15 179		
Claira	11 510			Baillargues PPI	7 100		
Congénies	7 296			Béziers	10 550		
Le Buisson de Cadouin	12 285			Brive	14 173		
Peyriac-Minervois	4 413			Canhoves	4 000		
Saint Loubes	7 717			Castanet Tolosan	9 264		
St Jean d'Ilac	12 310			Castelginest	8 000		
Villeneuve s/ Lot (Allez)	20 091			Colombiers	4 000		
				Colombiers 2	3 300		
				Cornebarrieu	11 020		
				Dax	4 800		
				Fenouillet	6 722		
				Floirac	4 325		
				Frontignan	4 666		
				Lézignan-Corbières	8 978		
				Mauguio 2	2 028		
				Mérignac charpente	8 591		
				Mérignac PPI	2 050		
				Montauban	12 620		
				Montpellier	7 915		
				Montredon-des-Corbières	13 000		
				Mouguerre	7 015		
				Naves	7 510		
				Nîmes	8 750		
				Paulhan	5 218		
				Périgueux	13 620		
				Perpignan (Caréo)	1 101		
				Perpignan REH	1 900		
				Portet sur Garonne	7 309		
				Ria	6 736		
				Rodez	6 622		
				Roques	6 500		
				Saillagouse	1 500		
				Saint Alban	3 898		
				Salles	9 068		

## Infrastructures d'exploitation du Groupe SAMSE

MAGASINS DE BRICOLAGE							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SAS LA BOITE A OUTILS</b>							
Anney (Seynod)	17 203	Bassens	23 400	Alès	16 702	Albertville	8 900
Annemasse	14 276	Décines	9 498	Aubenas	14 245		
Briançon	10 008	Saint Jean de Moirans	31 059	Drumettaz	9 000		
Château-Thierry	16 016			Gap	8 029		
Dijon	19 423			Margencel	13 346		
Echirolles	23 543			Montélimar	15 383		
La Tour du Pin	12 429			Remiremont	9 002		
Le Creusot	11 184			Romans	8 000		
Le Pont de Beauvoisin	8 769			Thonon	9 138		
L'Isle d'Abeau	11 910						
Mennecy	24 760						
Narbonne	15 880						
Saint Genis Pouilly	2 843						
Saint Jean de Maurienne	11 278						
Saint Julien en Genevois	2 285						
Saint Martin d'Hères	14 146						
Sallanches	6 156						
Thyez	17 816						
<b>UNITES LOGISTIQUES</b>							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SA SAMSE</b>							
Brézins	107 581						
<b>SAS LA BOITE A OUTILS</b>							
Brézins	11 400						
<b>SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS</b>							
				Saint Hilaire du Rozier	37 620		
				Vinay/Beaulieu	23 363		
<b>SA CHRISTAUD</b>							
Brezins (ex LOG-EAU)	700						
<b>SAS MAT APPRO</b>							
Brézins	178			Viriville	8 329		
<b>SARL TRANSPORTS SCHWARTZ</b>							
				Haguenau	1 000		
<b>SARL SUD APPRO</b>							
				Potelières	2 100		
<b>ATELIERS</b>							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SARL GET ELECTRIC</b>							
				Grenoble	423		
<b>CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES</b>							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location emphytéotique	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SARL EPPS</b>							
Aix les Bains	642			Barcelonnette	665	Vitrolles	600
Beaumont les Valence	465			Cadenet	614		
Gap	550			Meyreuil	641		
La Motte Servolex	463			Mouans Sartoux	280		
La Mure	467			Saint Savin	636		
La Tour de Salvagny	223			Valence	665		
Lyon	240						
Montélimar	667						
Pont de Beauvoisin	666						
Puisignan	220						
Ruoms	657						
Saint Etienne de Saint Geoirs	360						
Saint Marcellin	222						
Sillingy	667						
Vif	487						
<b>CENTRES ADMINISTRATIFS</b>							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SA SAMSE</b>							
Brézins	12 000						
<b>SA DORAS</b>							
Chenôve	1 300						
<b>SAS M+ MATERIAUX</b>							
Claira	1 000						
<b>SIEGE SOCIAL GROUPE</b>							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SA SAMSE</b>							
Grenoble	21 750						

Le Groupe SAMSE au travers de ses deux activités (négoce de matériaux de construction et bricolage) est propriétaire de 137 points de vente. 126 points de vente sont en location dans le cadre de baux commerciaux ou de baux à construction, et 15 sites sont mixtes avec une partie des surfaces en propriété, le reste faisant l'objet de locations immobilières.

Les superficies mentionnées ci-après, sont totalement utilisées pour l'exploitation.

Le nombre de points de vente est de 278 dont 247 pour l'activité Négoce et 31 pour l'activité Bricolage. Au total, cela représente une superficie de 3 084 559 m<sup>2</sup>, dont 2 668 932 m<sup>2</sup> pour l'activité Négoce et 415 627 m<sup>2</sup> pour l'activité Bricolage.

En outre, le Groupe SAMSE dispose de 7 Unités Logistiques dont la Plateforme de stockage de Brézins, d'un Atelier, de 3 centres administratifs et d'un Siège Social pour une superficie globale de 228 744 m<sup>2</sup>.

Le Groupe SAMSE dispose également de 22 centrales photovoltaïques réparties sur une surface totale de 11 097 m<sup>2</sup>.

Note 7 - TITRES MIS EN EQUIVALENCE

7.1. VALEUR DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE

à l'ouverture de l'exercice		44 470
Augmentations		4 023
Diminutions		1 878
Mouvements de périmètre	Entrées	
Mouvements de périmètre (1)	Sorties	843
à la clôture de l'exercice		45 772

(1) : Prise de contrôle de la société DEGUERRY.

## 7.2. DETAIL DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE (1)

	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
PLATTARD ( Groupe )	24 139	23 166
SAS MATERIAUX SIMC	13 193	12 613
SA DIJON BETON	2 822	2 841
SAS RG BRICOLAGE	1 753	1 594
SAS BOURG MATERIAUX	1 292	1 163
SCI ENTREPOT FROMENT	1 010	861
SAS DIDIER	980	934
SCI CHABER	624	527
SCI LE CARREAU	74	74
SCI ESPACE PLUS	11	11
SAS TARARE MATERIAUX	-126	-157
SAS DEGUERRY SAMSE		843
Total	45 772	44 470

(1) dont écarts d'acquisition affectés (cf. note 7.4)



#### 7.4. ECARTS D'ACQUISITIONS DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	au 31/12/2019	au 31/12/2018
SA DIJON BETON	235	235
SAS MATERIAUX SIMC	366	366
SAS RG BRICOLAGE	338	338
SAS DIDIER	292	292
Total	1 231	1 231

**Note 8 - TITRES DE SOCIETES NON CONSOLIDEES**

8.1. INFORMATIONS GENERALES SUR LES TITRES DE SOCIETES NON CONSOLIDEES

(en milliers d'euros)	% de détention	Capitaux propres avant résultat	Résultat net de l'exercice	Valeur comptable brute des titres détenus	Dépréciation des titres	Valeur nette comptable des titres détenus	Juste Valeur des titres détenus	Dividendes reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'activité	Effectif moyen
SA DUMONT INVESTISSEMENT	8,39	53 142	4 920	21 439	0	21 439	28 348	353	2 530	Négoce	4
SAS MCD	25,00	77	225	18	0	18	18	123	9 740	Négoce	9
DIVERS	0,00	0	0	5	0	5	5	8	0	Négoce	0
<b>Total</b>		<b>53 219</b>	<b>5 145</b>	<b>21 462</b>	<b>0</b>	<b>21 462</b>	<b>28 371</b>	<b>484</b>	<b>12 270</b>		<b>13</b>

## 8.2. JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

En fin d'exercice, les titres DUMONT INVESTISSEMENT ont été appréciés à leur juste valeur pour un montant de 28 348 milliers d'euros et la variation nette de juste valeur de l'année a été comptabilisée dans les capitaux propres pour un montant de 3 482 milliers d'euros.

Détail de la variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres :

Plus value potentielle au 31 décembre 2018	3 427
Juste valeur transférée au compte de résultat / cessions de l'exercice	
Impact de la réévaluation des titres acquis au 31 décembre 2019	3 482
Plus value potentielle au 31 décembre 2019	6 909
Variation de la juste valeur des actions DUMONT INVESTISSEMENT sur l'exercice 2019	3 482
<b>Variation constatée dans les capitaux propres</b>	
	<b>3 482</b>

Valeur des titres au 01/01/2019	Cessions de titres au cours de l'exercice 2019	Acquisitions de titres au cours de l'exercice 2019	Impact de la réévaluation des titres acquis au 31/12/2019	Valeur des titres au 31/12/2019
20 029	4 837	3 482		28 348

Les actions DUMONT INVESTISSEMENT sont valorisées selon une méthode fixée par un expert indépendant. La méthode est basée sur une approche patrimoniale consistant à ajouter aux capitaux propres de la société la plus-value théorique dégagée entre la valeur comptable des actions SAMSE détenues à l'actif du bilan et leur valorisation telle qu'elle est définie par l'expert indépendant.

Depuis la signature de la promesse de vente entre le Groupe CRH et DUMONT INVESTISSEMENT (intervenue sur septembre 2014), les modalités d'évaluation ont été adaptées. L'expert indépendant a défini une méthode qui tient compte de l'alignement progressif du cours de bourse sur la valeur de transaction résultant de l'application de la formule de prix inscrite dans la promesse de vente.

Cette méthode repose sur la valeur pondérée du cours de bourse de SAMSE et de la valeur de transaction. La pondération retenue au 31 décembre 2019 est la suivante:

40% pour le cours de bourse et 60% pour la Formule de Prix.

En application de cette méthode d'évaluation, la valeur de l'action DUMONT INVESTISSEMENT ressort à 179,37 € au 31 décembre 2019.

Au cours de l'exercice 2019, le Groupe SAMSE n'a cédé aucun titre Dumont Investissement.

### 8.3. EVOLUTION DES TITRES DE SOCIETES NON CONSOLIDEES

Valeur brute	
à l'ouverture de l'exercice	20 152
Augmentations / Acquisitions	4 837
Diminutions / Sorties	
Variation de juste valeur des titres acquis au 31 décembre 2019 (par capitaux propres)	3 482
à la clôture de l'exercice	28 471
Dépréciations	
à l'ouverture de l'exercice	100
Dotations	
Reprises	
à la clôture de l'exercice	100
Valeur nette	
à l'ouverture de l'exercice	20 052
à la clôture de l'exercice	28 371

Note 9 - AUTRES ACTIFS FINANCIERS IMMOBILISES

(en milliers d'euros)	Créances sur participation (1)	Autres actifs financiers	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	2 456	1 934	4 390
Augmentations / Acquisitions		115	115
Diminutions / Sorties	362	350	712
Mouvements de périmètre	Entrées	489	489
Virements		36	36
à la clôture de l'exercice	2 094	2 224	4 318
Dépréciations			
à l'ouverture de l'exercice		152	152
Dotations			
Reprises		42	42
Mouvements de périmètre	Entrées	6	6
Virements		42	42
à la clôture de l'exercice		158	158
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	2 456	1 782	4 238
à la clôture de l'exercice	2 094	2 066	4 160
(1) détail des créances sur participations			
	SAS BOURG MATERIAUX	1 200	
	SAS TARARE MATERIAUX	894	
	Total	2 094	

## 9.1. ANALYSE PAR NATURE D'INSTRUMENTS FINANCIERS

	Valeur nette	
	2019	2018
Actifs financiers disponibles à la vente :		
Titres de participation non consolidés	28 368	20 052
Prêts, créances et dettes émis par l'entreprise :		
Créances sur participations	2 094	2 456
Autres actifs financiers	2 066	1 782
<b>Total</b>	<b>32 528</b>	<b>24 290</b>

Au 31 décembre 2019, l'ensemble de ces actifs ne présente pas de risque de non recouvrement.

Note 10 - STOCKS DE MARCHANDISES

(en milliers d'euros)	2019			2018		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Marchandises Négoce	228 189	13 594	214 595	222 739	12 469	210 270
Marchandises Bricolage	61 988	2 878	59 110	63 927	2 888	61 039
Total	290 177	16 472	273 705	286 666	15 357	271 309

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche. Ils sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats.

Une provision pour dépréciation, effectuée article par article, est calculée en tenant compte du taux de rotation du stock depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence liée à l'évolution des techniques utilisées.

Note 11 - CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

(en milliers d'euros)	2019			2018		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Clients et comptes rattachés Négoce	209 388	25 549	183 839	210 904	24 570	186 334
Clients et comptes rattachés Bricolage	2 904	145	2 759	3 894	162	3 732
Total	212 292	25 694	186 598	214 798	24 732	190 066

La provision pour dépréciation des comptes clients a fait l'objet pour chaque société du Groupe, d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

### 11.1. BALANCE AGEE DES CREANCES CLIENTS

	Valeur brute	Valeur brute
	2019	2018
Non échues	147 559	146 575
Retard n'excédant pas un mois	15 253	16 204
Retard compris entre un et deux mois	6 844	8 084
Retard compris entre trois et cinq mois	6 557	8 917
Au-delà	36 079	35 018
<b>Total</b>	<b>212 292</b>	<b>214 798</b>

Les créances clients résultent des ventes réalisées, et sont réparties sur l'ensemble du périmètre du Groupe.

Il n'existe pas de concentration majeure du risque de non recouvrement.

Le Groupe applique cependant une politique de prévention du risque client par un recours à l'assurance crédit et autres formes de garantie.

En règle générale, le Groupe est amené à constater une dépréciation pour les retards au-delà de trois mois.

Le tableau suivant, indique le % de provision constaté sur les retards de paiements considérés :

	2019	2018	% de variation
Créances clients échues depuis 3 mois et au-delà (H.T.)	35 530	36 613	-2,96
Provision constatée	25 694	24 732	3,89
% de créances impayées couvertes par une provision	72,32	67,55	

11.2. PROVISIONS POUR DEPRECIATION

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		2019	2018
Provisions pour dépréciation en début d'exercice		24 732	22 647
Dotations de l'exercice aux provisions		6 877	8 177
Reprises de provisions pour dépréciation :		6 337	6 133
• utilisées (1)	3 078	3 073	
• non utilisées	3 259	3 060	
Mouvements de périmètre	entrées	422	41
Mouvements de périmètre	sorties		
Provisions pour dépréciation en fin d'exercice		25 694	24 732

(1) pertes sur créances irrécouvrables (enregistrées dans le poste "Autres produits et charges de l'exploitation courante").

Note 12 - AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	2019			2018		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Autres créances négoce (1)	90 661	1 317	89 344	94 598	575	94 023
Autres créances bricolage (1)	10 046	18	10 028	9 017	15	9 002
Charges constatées d'avance négoce	2 797		2 797	2 128		2 128
Charges constatées d'avance bricolage	355		355	454		454
<b>Total</b>	<b>103 859</b>	<b>1 335</b>	<b>102 524</b>	<b>106 197</b>	<b>590</b>	<b>105 607</b>

(1) détail ci-après

	2019	2018
(1) Les autres créances d'exploitation qui représentent un montant global net de : se décomposent de la manière suivante :	99 372	103 025
Remises, rabais et ristournes à recevoir (a)	43 458	42 551
Fournisseurs débiteurs (a)	15 337	14 851
Avoirs et sommes diverses à recevoir (a)	11 191	9 944
Créances sur cessions d'immobilisations	212	282
Créances de TVA	19 943	17 421
Débiteurs divers	5 939	5 915
Créances sociales	755	968
Etat - impôt sur les sociétés	1 453	10 369
Autres créances fiscales	1 009	635
Autres créances diverses	75	89

Les autres créances de l'exploitation sont constituées principalement des remises, rabais et ristournes à recevoir des fournisseurs.

- (a) : Les CPV (Conditions Particulières de Ventes) correspondent aux remises accordées pour l'exercice par les fournisseurs sur la base de dispositions contractuelles et de volumes d'achats réalisés. Les COOP (Services de Coopérations Commerciales) donnent lieu à des facturations émises sur la base de contrats de prestations de services dont le contenu et la rémunération sont définis entre le fournisseur et la Société. A la clôture de l'exercice, la direction évalue les avoirs à recevoir relatifs aux CPV sur la base des dispositions contractuelles définies avec chaque fournisseur et des statistiques d'achats issues du système de gestion de Groupe. La provision pour avoirs à recevoir est diminuée des avoirs versés par ces fournisseurs et comptabilisés au cours de l'exercice relatifs à ces contrats. Les factures à établir relatives aux COOP sont estimées sur la base des contrats conclus pour l'exercice et pour lesquels les prestations ont été effectuées mais non encore facturées. Compte tenu des intérêts financiers communs entre les différentes sociétés du Groupe SAMSE et afin d'améliorer la facturation, le recouvrement et le règlement des CPV et COOP, une convention de centralisation des règlements a été établie, pour une durée indéterminée. Les schémas de comptabilisation de cette convention conduisent à faire apparaître distinctement les montants des créances et des dettes relatives à ces opérations. Les soldes figurants en créances et en dettes correspondent aux positions avec les sociétés mises en équivalence.

Aucune des autres créances ne présente un risque significatif de non recouvrement ; ce qui explique le faible montant des provisions pour dépréciation.

Note 13 - DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	au 31/12/2019	au 31/12/2018
Valeurs mobilières de placement négoce	19 266	30 843
Valeurs mobilières de placement bricolage	0	0
Disponibilités négoce	49 658	28 067
Disponibilités bricolage	1 725	2 820
Total	70 649	61 730

13.1. TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE

	2019	2018
Valeurs mobilières de placement	19 266	30 843
Disponibilités	51 383	30 887
Trésorerie passive	-18 079	-16 528
Total	52 570	45 202

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse, ainsi que les valeurs mobilières de placement constituées de comptes de dépôt à terme et de SICAV monétaires en euros.

Ces valeurs mobilières répondent aux différents critères pour pouvoir être reconnues en équivalents de trésorerie : il s'agit de placements à court terme qui à l'origine ont une échéance inférieure ou égale à trois mois (la durée de placement peut aller jusqu'à six mois si tous les autres critères sont respectés), très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les critères d'IAS 7 des placements à court terme sont respectés.

Note 14 - CAPITAUX PROPRES

14.1. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social entièrement libéré est constitué par 3 458 084 actions de 1 € de valeur nominale chacune.

Nombre d'actions de la société en circulation			
	Actions émises	Actions propres détenues	Actions en circulation
	3 458 084	9 793	3 448 291

14.2. CAPITALISATION BOURSIERE

	Actions émises	Cours de bourse au 31/12/2019	Capitalisation boursière en €
	3 458 084	169,00	584 416 196

## EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL AU COURS DES QUATRE DERNIERES ANNEES

	Valeur nominale de l'action en €	Nombre d'actions émises	Nombre d'actions total	Augmentation de capital	Montant du capital social en €
Au 31 décembre 2016	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2017	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2018	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2019	1	0	3 458 084	0	3 458 084

## 14.3. INTERETS NON CONTROLANTS

	2019	2018
La part hors Groupe dans les réserves représente un montant de :	7 656	7 660
La part hors Groupe dans le résultat représente un montant de :	2 246	2 343
Total	9 902	10 003

. Rachat d'intérêts minoritaires (8,1%) sur la société BTP DISTRIBUTION

L'opération se détaille de la manière suivante :

(en milliers d'euros)

Part des intérêts non contrôlants reprise	914
Prix d'acquisition des 8,1 %	-1 005
Impact comptabilisé en capitaux propres (part Groupe)	-91

. Rachat d'intérêts minoritaires (16%) sur la société LEADER CARRELAGES

L'opération se détaille de la manière suivante :

(en milliers d'euros)

Part des intérêts non contrôlants reprise	313
Prix d'acquisition des 16 %	-316
Impact comptabilisé en capitaux propres (part Groupe)	-3

Les intérêts non contrôlants du Groupe SAMSE sont principalement issus des entités suivantes:

Nom de l'entité	Secteur d'activité	Part détenue par les intérêts non contrôlants (en %)	
		2019	2018
ENTREPOT DU BRICOLAGE FROMENT	bricolage	50,10	50,10
COMPTOIR FROMENT	bricolage	50,10	50,10
BTP DISTRIBUTION	négoce	25,09	33,19
LA BOITE A OUTILS	bricolage	0,20	0,20

Les informations financières relatives aux entités mentionnées ci-dessus, préparées en conformité avec les normes IFRS, se résument comme suit :

(données avant élimination interco. avec les autres entités du Groupe)	EDB FROMENT		COMPTOIR FROMENT		BTP DISTRIBUTION		LA BOITE A OUTILS	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Chiffre d'affaires	17 985	16 528	20 195	18 226	49 399	45 843	275 153	259 725
Résultat opérationnel courant	1 307	1 424	1 837	1 699	2 497	1 995	10 991	8 960
Résultat net	907	1 013	1 262	1 197	1 741	1 388	7 247	6 793
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	454	513	632	606	492	461	14	73
Autres éléments du résultat global	-5	-8	-6	-6	-23	-2	-207	-151
Résultat global total	902	1 005	1 256	1 191	1 718	1 386	7 040	6 642
Résultat global total - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	452	509	629	603	487	460	14	71
Actifs non courants	3 903	1 837	7 436	2 564	4 340	2 694	98 450	74 532
Actifs courants	4 094	4 390	3 750	4 110	20 284	18 818	72 488	76 435
Dettes non courantes	921	116	2 862	82	2 126	2 054	29 891	18 616
Dettes courantes	4 050	3 154	4 554	3 094	10 182	8 566	65 463	59 517
Actifs nets	3 026	2 957	3 770	3 498	12 316	10 892	75 584	72 834
Actifs nets - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	1 516	1 481	1 889	1 752	3 090	3 615	151	146
Flux de trésorerie généré par l'activité	2 181	1 035	3 147	699	1 088	407	24 126	15 967
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-955	-74	-1 665	408	-1 569	-225	-18 212	-5 171
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 296	-949	-1 517	-1 135	-531	286	-7 252	-9 792
Augmentation ou diminution de la trésorerie	-70	12	-35	-28	-1 012	468	-1 338	1 004
Dividendes versés aux intérêts non contrôlants au cours de l'exercice	417	481	493	575	98	62	9	42

## 14.4. GESTION DU CAPITAL

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capitaux propres solide pour préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché, et faire face au développement futur de l'activité.

Le Groupe porte une attention particulière au rendement des capitaux propres et au niveau des dividendes versés.

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 22 mai 2019.

Le pourcentage maximum du capital dont le rachat est autorisé est de 10%.

Le prix d'achat unitaire maximum a été fixé à 200€.

#### 14.5. TITRES D'AUTOCONTRÔLE

	2019	2018
Nombre d'actions	9 793	10 159
Montant en K€	936	919
Valeur d'inventaire :	1 649	1 333

Ces titres figurent pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Ils sont affectés soit à l'attribution d'actions aux salariés dans le cadre de la participation des salariés, soit à l'animation du marché.

Ces actions auto-détenues n'ont pas de droit de vote.

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 22 mai 2019. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital.

Sur l'exercice 2019, 7 740 titres ont été acquis et 8 106 ont été cédés dans le cadre du contrat de liquidité.

#### 14.6. RESERVES ET RESULTATS NETS CONSOLIDES - PART DU GROUPE -

	2019	2018
Réserves	464 051	430 257
Résultat	41 115	41 119
Total	505 166	471 376

## 14.7.a REPARTITION DU CAPITAL ET DROITS DE VOTE (en %)

	2019		2018	
	% du capital détenu	% en droits de vote	% du capital détenu	% en droits de vote
Nominatifs				
- DUMONT INVESTISSEMENT	56,17	60,71	56,17	60,79
- BME France	21,13	22,84	21,13	22,87
- CREDIT MUTUEL EQUITY SCR	5,28	5,71	5,28	5,72
- DIVERS	2,76	2,97	2,89	2,91
sous total	85,34	92,23	85,47	92,29
Porteurs				
- FCP CENTIFOLIA	3,12	1,68	4,01	2,17
- FCP STOCK PICKING FRANCE	0,00	0,00	0,27	0,14
- BROWN BROTHERS HARRIMAN	1,07	0,58	1,07	0,58
- AUTO-DETENTION	0,28	0,00	0,29	0,00
- DIVERS	10,19	5,51	8,89	4,82
sous total	14,66	7,77	14,53	7,71
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

## 14.7.b REPARTITION DU CAPITAL ET DROITS DE VOTE ( en nombre de voix et nombre d'actions )

	2019		2018	
	Actions détenues	Droits de vote	Actions détenues	Droits de vote
Nominatifs				
- DUMONT INVESTISSEMENT	1 942 521	3 885 042	1 942 521	3 885 042
- BME France	730 640	1 461 280	730 640	1 461 280
- CREDIT MUTUEL EQUITY SCR	182 725	365 450	182 725	365 450
- DIVERS	95 186	190 266	99 619	186 367
sous total	2 951 072	5 902 038	2 955 505	5 898 139
Porteurs				
- FCP CENTIFOLIA	107 771	107 771	138 700	138 700
- FCP STOCK PICKING FRANCE	0	0	9 250	9 250
- BROWN BROTHERS HARRIMAN	37 000	37 000	37 000	37 000
- AUTO-DETENTION	9 793	0	10 159	0
- DIVERS	352 448	352 448	307 470	307 470
sous total	507 012	497 219	502 579	492 420
Total	3 458 084	6 399 257	3 458 084	6 390 559

Note 15 - PROVISIONS

15.1. DETAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	2019			2018		
	Courant	Non Courant	Total	Courant	Non Courant	Total
Provisions pour litiges	1 421	124	1 545	1 013	167	1 180
Autres provisions pour risques et charges	1 464	296	1 760	802	389	1 191
Provisions pour retraites et autres obligations		16 692	16 692		14 423	14 423
Provisions pour restructurations	453		453	476		476
Total	3 338	17 112	20 450	2 291	14 979	17 270

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériels nés dans l'année.

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la date d'arrêté des comptes et des charges futures estimées. Elles sont de natures diverses ; on retrouve notamment des provisions liées à des affaires prud'homales et à des risques et charges de l'exploitation courante.

## 15.2. EVOLUTION DES PROVISIONS

	Litiges clients et litiges salariés	Risques et charges	Retraites et autres obligations	Restructurations	Autres	Total
<b>à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>1 180</b>	<b>1 191</b>	<b>14 423</b>	<b>476</b>	<b>0</b>	<b>17 270</b>
Dotations	902	972	3 674	154		5 702
Reprises utilisées	480	393	1 751	177		2 801
Reprises non utilisées	57	10	39			106
Variations de périmètre Entrées			385			385
Variations de périmètre Sorties						0
Ecart actuariel constaté en capitaux propres						0
Virements						0
<b>à la clôture de l'exercice</b>	<b>1 545</b>	<b>1 760</b>	<b>16 692</b>	<b>453</b>	<b>0</b>	<b>20 450</b>

détail de la provision pour risques et charges :

Provision pour garantie donnée aux clients	30
Provision pour travaux	172
Provision pour charges de personnel	657
Provision pour risques et charges divers	901

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - des provisions sont constatées lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé et que cette obligation peut être estimée de manière fiable.

Le montant comptabilisé correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture des comptes.

Les provisions pour litiges sont calculées à partir d'informations recueillies auprès du service commercial qui recense les réclamations des clients. Le Groupe comptabilise également des provisions fondées sur des données statistiques établies sur la base de son expérience passée et sur des hypothèses déterminées face au risque attendu sur des produits techniques récents qui peuvent s'altérer plus rapidement que prévu.

### 15.3. ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET MEDAILLES DU TRAVAIL

#### A - PROVISION POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Il n'existe pas, pour le Groupe, de régime de retraite à prestations définies autre que les indemnités légales de départ à la retraite en France. Les régimes à prestations définies sont comptabilisés au bilan, sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture. Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges de l'exercice. La provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à 14 728 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

La provision a été calculée selon les paramètres suivants :

Paramètres économiques		taux	
augmentation annuelle des salaires :	cadres	2,00%	(2,00% en 2018)
	non cadres	2,00%	(2,00% en 2018)

#### Paramètres sociaux

départ à l'initiative du salarié, sauf dérogation individuelle entre 65 et 67 ans pour les cadres et non cadres.  
Le taux de charges sociales retenu est de 41% pour l'ensemble des catégories.  
Le taux de turn-over annuel a été établi par tranche d'âge de la façon suivante :

	Cadres	Non cadres	Cadres	Non cadres
	activité négoce		activité bricolage	
16 - 25 ans	3,00%	18,00%	16 - 25 ans	1,00%
26 - 30 ans	3,00%	15,00%	26 - 30 ans	4,00%
31 - 35 ans	16,00%	12,00%	31 - 35 ans	4,00%
36 - 40 ans	6,00%	10,00%	36 - 40 ans	3,00%
41 - 45 ans	4,00%	11,00%	41 - 45 ans	6,00%
46 - 50 ans	6,00%	5,00%	46 - 50 ans	5,00%
51 - 55 ans	4,00%	5,00%	51 - 55 ans	2,00%
56 - 67 ans	0,00%	0,00%	56 - 67 ans	0,00%

#### Paramètres techniques

La table de survie retenue est la table INSEE 2018.  
La méthode de calcul retenue est la méthode des unités de crédits projetés.  
Le taux d'actualisation utilisé est le taux IBOXX € corporate AA 10+.  
Le taux retenu s'élève à 0,62 % au 31 décembre 2019 (contre 1,62 % en 2018).

Le Groupe n'a pas couvert l'engagement de retraite par des versements significatifs à un fonds sur l'exercice 2019.

La dotation nette de l'exercice s'élève à 2 050 milliers d'euros.

Cette charge se répartit de la façon suivante :

	en milliers d'euros
Coût des services rendus	354
Coût de l'actualisation	-202
Ecarts actuariels (1)	-2 202

(1) Enregistrés directement dans les autres éléments du résultat global

#### Sensibilité des hypothèses actuarielles

L'impact d'une variation de -15 points de base sur le taux d'actualisation générerait une variation de +1,9% du montant total de l'engagement.

#### B - Médailles du travail

Au 31 décembre 2019, cette provision représente un montant de 1 964 milliers d'euros.

Le calcul de cette provision s'effectue selon les divers paramètres suivants :

Durée de travail				
pour l'attribution de la médaille du travail :	20, 30, 35 et 40 ans.			
Paramètres				
détermination d'un coefficient de mortalité selon la table INSEE 2018				
détermination d'un coefficient de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise				
d'après les taux annuels de turnover suivants :				
Cadres	Non cadres	Cadres	Non cadres	
activité négoce		activité bricolage		
16 - 25 ans	3,00%	18,00%	16 - 25 ans	1,00%
26 - 30 ans	3,00%	15,00%	26 - 30 ans	4,00%
31 - 35 ans	16,00%	12,00%	31 - 35 ans	4,00%
36 - 40 ans	6,00%	10,00%	36 - 40 ans	3,00%
41 - 45 ans	4,00%	11,00%	41 - 45 ans	6,00%
46 - 50 ans	6,00%	5,00%	46 - 50 ans	5,00%
51 - 55 ans	4,00%	5,00%	51 - 55 ans	2,00%
56 - 67 ans	0,00%	0,00%	56 - 67 ans	0,00%

Le taux de charges sociales retenu est de 41% pour l'ensemble des catégories.

Le taux d'augmentation annuelle des salaires retenu pour les cadres et les non cadres s'élève à 2 % (taux identique à celui de 2018).

### 15.4. PROVISIONS CARTES DE FIDELITE (PROGRAMME DE FIDELISATION DES CLIENTS)

La carte fidélité est un outil de fidélisation de la clientèle mis en place dans les magasins de bricolage. Au fur et à mesure de leurs achats, les clients obtiennent des avantages valorisés en euros qu'ils peuvent par la suite utiliser en déduction de leurs futurs passages en caisse.

Règle d'obtention des avantages :

- Pour un montant d'achats compris entre 0,01 € et 19,99 € : 0,10 € cumulés sur la carte.
- Puis 0,10 € seront cumulés par tranche de 10 € d'achats supplémentaires.

Les avantages accumulés n'ont pas de date de fin de validité à condition d'au minimum un passage en caisse par année civile, et ne sont pas convertibles en espèces.

Ces avantages sont comptabilisés en réduction des ventes, et éventuellement repris en cas d'annulation.

L'impact de ce programme de fidélisation minore le chiffre d'affaires de l'activité Bricolage de 267 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Note 16 - IMPOTS SUR LES RESULTATS ET IMPOTS DIFFERES

16.1. DETAIL DE LA CHARGE D'IMPOT

	2019	2018
Charge d'impôt exigible	18 641	14 756
Impôts différés	512	27
Total	19 153	14 783

16.2. IMPOTS DIFFERES AU BILAN

	2019	2018
Impôts différés actifs	2 098	2 345
Impôts différés passifs	7 170	7 371
Impôts différés nets	-5 072	-5 026

Les impôts différés actifs relatifs aux reports déficitaires s'élevaient à 822 milliers d'euros (2 466 milliers d'euros en base) au 31 décembre 2019, contre 836 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Les déficits cumulés n'ayant pas donné lieu à la constitution d'un impôt différé actif s'élevaient à 3 279 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

16.3. IMPOTS DIFFERES

	2019	2018	Variation
			2019/2018
<b>IMPOTS DIFFERES ACTIFS</b>			
à l'ouverture de l'exercice	2 345	2 346	-1
Produit de l'exercice	317		317
Charge de l'exercice		573	-573
Mouvements de périmètre Entrées	837	267	570
Mouvements de périmètre Sorties	72		
Virements	-1 329	305	-1 634
à la clôture de l'exercice	2 098	2 345	-247
<b>IMPOTS DIFFERES PASSIFS</b>			
à l'ouverture de l'exercice	7 371	7 836	-465
Produit de l'exercice		546	-546
Charge de l'exercice	829		829
Impacts réserves	-555	-358	-197
Mouvements de périmètre Entrées	854	134	720
Mouvements de périmètre Sorties			
Virements	-1 329	305	-1 634
à la clôture de l'exercice	7 170	7 371	-201
<b>VALEUR NETTE</b>			
à l'ouverture de l'exercice	-5 026	-5 490	464
à la clôture de l'exercice	-5 072	-5 026	-46
Variation nette des impôts différés	-46	464	

## 16.4. PREUVE D'IMPOT

	2019	2018
Résultat net des sociétés intégrées (hors quote part de résultat - sociétés MEQ -)	39 338	39 316
Impôt exigible	18 641	14 756
Impôts différés	512	27
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>58 491</b>	<b>54 099</b>
Dépréciation des écarts d'acquisition	1 470	500
Impact des différences permanentes	374	522
Swaps	-54	-26
Reportes déficitaires non reconnus sur l'exercice	352	431
Consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	-183	-1 850
Impact des dividendes	246	-90
ID sur titres mis en équivalence	391	129
Quote part de frais sur plus values exonérées		4
Quote part des sociétés transparentes mises en équivalence	62	135
Gains et pertes liés à des variations de parts d'intérêts avec prise de contrôle	-155	-712
Effets des bases sans impôt différé	795	628
Dépenses de mécénat ouvrant droit à crédit d'impôt	746	617
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi		-7 290
<b>BASE FISCALE</b>	<b>62 535</b>	<b>47 097</b>
Taux de l'impôt	33,33	33,33
Contribution sociale (3,3 %)	353	309
Crédit d'impôt	-449	-516
Contribution de 3 % sur les distributions de dividendes (1)		-153
Impôts différés: impact des lois de finance 2018 et 2019 (2)	-516	-88
Impact du taux à 31%	-533	
Impact du taux d'impôt à 28 % (3)	-545	-469
Divers		3
<b>IMPOT THEORIQUE</b>	<b>19 153</b>	<b>14 783</b>
<b>CHARGE REELLE D'IMPOT</b>	<b>19 153</b>	<b>14 783</b>
Taux réel de l'impôt	30,63	31,39

(1): Sur l'exercice 2018, impact de la demande de remboursement de la taxe de 3 % sur les dividendes, à la suite de l'invalidation de cette taxe par le Conseil Constitutionnel.

(2): Incidence de l'application progressive du taux d'impôt sur les sociétés à 25 % pour les impôts différés à long terme. Le principal impact concerne les impôts différés relatifs aux amortissements dérogatoires. La totalité des impacts liés à la baisse du taux a été enregistrée en résultat, les effets relatifs aux autres éléments du résultat global étant peu significatifs.

(3): Impact de l'application progressive du taux d'impôt sur les sociétés à 28 % (lois de finances 2018 et 2019).

## 16.5. PRINCIPAUX ELEMENTS A L'ORIGINE DES IMPOTS DIFFERES

	2019	2018
Congés payés	41	119
Participation des salariés	280	197
Provisions pour indemnités de fin de carrière	767	218
Amortissements dérogatoires, amortissements et provisions à caractère fiscal	-1 189	-473
Organic	62	15
Activation des déficits	-4	66
Crédit bail et contrats de locations	170	26
Ecart évaluation terrains et constructions	-420	178
Impôts différés: impact des lois de finance 2018 et 2019 (cf. note 16.4)	516	88
Autres	-269	29
Total	-46	463
Variation des impôts différés actif	-247	-2
Variation des impôts différés passif	201	465
Total	-46	463

	2019	2018
Analyse de la variation nette des impôts différés :		
Charge ou produit d'impôts différés au compte de résultat	-512	-27
Impôts différés sur les écarts d'évaluation des terrains et constructions des sociétés entrées dans le périmètre	-813	
Impôts différés sur les entrées ou sorties du périmètre	724	132
Impôts différés sur les retraitements impactant les réserves	555	358
Total	-46	463

Note 17 - PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

17.1. DETAIL DES DETTES FINANCIERES

	Valeur bilan au 31/12/2019			Valeur bilan au 31/12/2018		
	Non courants	Courants	Total	Non courants	Courants	Total
Locations financement	879	362	1 241	917	292	1 209
Locations simples (1)	53 140	17 193	70 333			0
Emprunts	111 616	55 039	166 655	124 900	57 958	182 858
Engagements de rachat de minoritaires	4 573		4 573	4 353		4 353
Autres financements	4 590	818	5 408	3 242	36	3 278
Instruments financiers dérivés	19	13	32	33	53	86
<b>Total des passifs financiers (hors concours bancaires)</b>	<b>174 817</b>	<b>73 425</b>	<b>248 242</b>	<b>133 445</b>	<b>58 339</b>	<b>191 784</b>
Concours bancaires courants		18 079	18 079		16 529	16 529
<b>Total des passifs financiers (avec concours bancaires)</b>	<b>174 817</b>	<b>91 504</b>	<b>266 321</b>	<b>133 445</b>	<b>74 868</b>	<b>208 313</b>

(1) Première application d'IFRS 16 : la dette financière au 1er janvier 2019 s'élevait à 69 591 milliers d'euros (cf. note 1).  
 Les mouvements d'augmentation de dette de l'exercice s'élèvent à 18,3 millions d'euros (ces mouvements n'impactent pas le tableau de flux de trésorerie), et les remboursements à 17,4 millions d'euros.

## 17.2. ECHEANCES DES DETTES COURANTES ET NON COURANTES

	au 31/12/2019 ECHEANCES			au 31/12/2018 ECHEANCES		
	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans
Emprunts et dettes financières	91 504	142 806	32 011	74 868	117 266	16 179
Fournisseurs et comptes rattachés	196 207			192 981		
Autres dettes	118 839			112 678		
Total	406 550	142 806	32 011	380 527	117 266	16 179

### 17.3. RISQUE DE CREDIT, DE LIQUIDITE ET DE MARCHE (cf. Chapitre 3.4 du Document de Référence)

Le Groupe est normalement exposé aux risques de taux d'intérêt et de liquidité. La gestion de ces risques est centralisée au niveau de la Direction Administrative et Financière.

- . Le risque de taux est suivi de manière régulière. Les emprunts souscrits par le Groupe sont libellés en taux fixe et en taux variable. Les opérations de couverture de taux à la clôture de l'exercice s'élèvent à 3 821 milliers d'euros dont 1 679 milliers d'euros à moins d'un an. Ces opérations sont valorisées et contrôlées tous les trimestres (calcul de la valeur de marché des opérations de couverture en application de la norme IAS 39).
- . Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de liquidité. Il s'assure que ses lignes de crédit permettent de financer notamment les dépenses d'investissements opérationnels. Le Groupe dispose d'une centralisation de trésorerie interne et, en fonction des besoins de trésorerie, il peut faire appel à des concours bancaires. Le montant des découverts autorisés à la clôture de l'exercice s'élève à 154,1 millions d'euros. Les découverts ont été utilisés pour 18 079 milliers d'euros soit en % : 11,7.

Certains emprunts souscrits par le Groupe sont soumis à des « covenants » susceptibles d'entraîner un remboursement anticipé en cas de non respect. Les calculs des ratios financiers afférents aux « covenants » sont effectués sur une base annuelle et doivent être respectés au 31 décembre. Le Groupe s'est engagé à respecter le covenant suivant au 31 décembre 2019:

- . Endettement global net élargi au crédit bail / Fonds propres. Ce ratio doit être inférieur à 1.

Au 31 décembre 2019, ce ratio financier est respecté et s'élève à 0,38.

La dette financière concernée représente 25 735 milliers d'euros à fin décembre 2019 (contre 38 056 milliers d'euros au 31 décembre 2018).

- . Dans le cadre de ses différents programmes d'opérations sur actions propres, le Groupe SAMSE a acquis au cours de l'exercice 7 740 actions et en a cédé 8 106. Au 31 décembre 2019, le Groupe SAMSE est propriétaire de 9 793 actions propres. A cette date, ces actions sont valorisées à leur valeur historique pour 936 milliers d'euros. La valeur d'inventaire de ces actions au 31 décembre 2019 est de 1 649 milliers d'euros. Les valeurs mobilières du Groupe SAMSE sont représentées essentiellement par des comptes à terme d'une valeur de 19 268 milliers d'euros au 31 décembre 2019.
- . Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de change, et l'ensemble de sa dette financière est libellé en euro.

### 17.4. CARACTERISTIQUES DES AUTRES FINANCEMENTS A COURT TERME ET DECOUVERTS BANCAIRES

Les autres financements à court terme s'élèvent à 18 079 milliers d'euros et sont relatifs à des découverts bancaires.

### 17.5. VALORISATION DES SWAPS

La valorisation des SWAPS à la valeur de marché au 31 décembre 2019 a conduit le Groupe à comptabiliser un produit financier de 23 milliers d'euros.

Le tableau, ci-dessous récapitule par SWAP, l'ensemble des opérations en valeur au 31 décembre 2019.

## 17.5 VALORISATION DES SWAPS

N°SWAP	Au 31/12/2019	VALORISATION SWAPS 31/12/2019			Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
	Capital restant couvert ( en € )	Échéance	SAMSE verse	SAMSE reçoit	Valeur de marché en €	Valeur de marché en €
35	0	01/07/2019	TF 0,48%	EURIBOR 3M	0	-3 014
36	0	28/03/2019	TF 1,09%	EURIBOR 3M	0	-525
37	0	25/04/2019	TF 1,70%	EURIBOR 3M	0	-1 852
38	3 571 429	01/04/2022	TF 0,25%	EURIBOR 3M	-31 368	-44 623
39	250 000	10/03/2020	TF 1,00%	EURIBOR 3M	-406	-5 185
	3 821 429		TOTAL		-31 774	-55 199

## 17.6. ENCOURS DES DETTES FINANCIERES

	au 31/12/2019				au 31/12/2018			
	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total
Passifs financiers	91 504	142 806	32 011	266 321	74 868	117 266	16 179	208 313
Taux fixe	66 479	132 401	25 684	224 564	47 594	100 961	8 805	157 360
Taux variable	25 025	10 405	6 327	41 757	27 274	16 305	7 374	50 953
Position nette avant gestion	25 025	10 405	6 327	41 757	27 274	16 305	7 374	50 953
Hors bilan (swaps de taux)	1 679	2 142	0	3 821	3 829	3 821	0	7 650
Position nette après gestion	23 346	8 263	6 327	37 936	23 445	12 484	7 374	43 303

Une hausse des taux d'intérêts de 1 % majorerait le coût de l'endettement du Groupe SAMSE de 406 milliers d'euros.

## 17.7. DETERMINATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	2019	2018
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts et dettes	166 569	182 735
Intérêts courus sur dettes et agios bancaires	86	123
Dettes relatives au crédit bail	1 241	1 209
Dettes locations simples	70 333	
Dettes rattachées à des participations ( 1 )	4 475	3 217
Dettes diverses	965	147
Engagements de rachat de minoritaires	4 573	4 353
<b>Total</b>	<b>248 242</b>	<b>191 784</b>
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>		
Emprunts et dettes financières	248 242	191 784
Trésorerie nette	52 570	45 202
<b>Total</b>	<b>195 672</b>	<b>146 582</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		
Dettes à long terme	174 817	133 445
Dettes à court terme	91 504	74 868
Total des dettes	266 321	208 313
Disponibilités et Equivalents de Trésorerie	70 649	61 731
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>195 672</b>	<b>146 582</b>
( 1 ) Détail des dettes rattachées à des participations		
RG BRICOLAGE	2 542	1 671
DUMONT INVESTISSEMENT	1 503	1 131
SCI ENTREPOT FROMENT	427	412
SCI CHABER	3	3
<b>Total</b>	<b>4 475</b>	<b>3 217</b>

Note 18 - FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
Fournisseurs négoce	166 240	166 995
Fournisseurs bricolage	29 888	25 986
Total	196 128	192 981

Note 19 - AUTRES DETTES D'EXPLOITATION

	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
Dettes fiscales et sociales négoce	64 774	63 151
Dettes fiscales et sociales bricolage	23 596	21 781
Dettes sur immobilisations négoce	1 680	1 417
Dettes sur immobilisations bricolage	165	72
Autres dettes négoce	26 672	24 170
Autres dettes bricolage	405	343
Produits constatés d'avance négoce	304	120
Produits constatés d'avance bricolage	1 891	1 624
<b>Total</b>	<b>119 487</b>	<b>112 678</b>

Le poste "Autres dettes négoce" comprend les opérations relatives à la convention de centralisation des règlements des CPV et COOP (cf. note 12).

Note 20 -CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

20.1. DETAIL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Au 31/12/2019			Au 31/12/2018		
	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total
Ventes nettes de marchandises	1 144 978	296 831	1 441 809	1 097 862	280 114	1 377 976
Camionnages et prestations de services	38 953	16 874	55 827	31 662	15 614	47 276
Intérêts des créances commerciales	14		14	8		8
Frais fixes de facturation	1 467		1 467	1 563		1 563
<b>Total</b>	<b>1 185 412</b>	<b>313 705</b>	<b>1 499 117</b>	<b>1 131 095</b>	<b>295 728</b>	<b>1 426 823</b>

20.2. AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

	Au 31/12/2019			Au 31/12/2018		
	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total
Produits divers	24		24	15		15
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>0</b>	<b>24</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>15</b>

### 20.3. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITE

	2019	2018	% d'évolution 2019/2018	
			à périmètre "non comparable"	à périmètre "comparable"
Négoce	1 185 412	1 131 095	4,80	2,75
Bricolage	313 705	295 728	6,08	6,08
Total	1 499 117	1 426 823	5,07	3,44

Le chiffre d'affaires à périmètre "non comparable" est le chiffre d'affaires réel du Groupe publié.

Pour mesurer sa croissance organique, le Groupe utilise la notion de "comparable" qui consiste à retraiter le chiffre d'affaires des effets de variations de périmètre significatives intervenues au cours des années 2018 et 2019.

Note 21- CHARGES DE PERSONNEL

21.1.a FRAIS DE PERSONNEL PAR ACTIVITE

	2019	2018
Négoce	174 711	161 984
Bricolage	67 398	61 341
TOTAL	242 109	223 325

21.1.b CHARGES PRISES EN COMPTE DANS LES FRAIS DE PERSONNEL

	Participation des salariés		Abonnement FCP	
	2019	2018	2019	2018
	2 457	1 790	2 122	1 959
	1 713	1 536	1 065	1 053
	4 170	3 326	3 187	3 012

21.1.c EVOLUTION DES FRAIS DE PERSONNEL

	2019	2018	% d'évolution 2019/2018	
			a périmètre non comparable	a périmètre comparable
Négoce	174 711	161 984	7,86	4,70
Bricolage	67 398	61 341	9,87	9,87
TOTAL	242 109	223 325	8,41	6,12

## 21.2.DETAIL DES EFFECTIFS MOYENS PAR ACTIVITE INTEGREE

SOCIETES	2019	2018
NEGOCE	3 876	3 704
SA SAMSE	1 658	1 578
SA DORAS	759	770
M+ MATERIAUX	606	565
SAS MAURIS BOIS	128	126
SAS SOCOBOIS	93	91
SAS ZANON TRANSPORTS	75	69
PIERRE HENRY ET FILS (GROUPE)	68	68
SAS BTP DISTRIBUTION	68	60
SAS ROGER CLEAU	59	61
SAS CELESTIN MATERIAUX	57	55
SA CHRISTAUD	55	54
SAS BILLMAT	46	46
SAS LOIRE MATERIAUX - prise de contrôle sur l'exercice 2019	41	
SAS REMAT	30	32
SAS BLANC MATERIAUX	19	18
SAS LEADER CARRELAGES	18	19
SAS DEGUERRY SAMSE - prise de contrôle sur l'exercice 2019	15	
SAS ETS MARTIN	13	13
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	13	13
SAS CLAUDE MATERIAUX	10	11
SAS LE COMPTOIR - prise de contrôle sur l'exercice 2019	9	
SAS VAUDREY	9	6
SAS MAT APPRO	7	5
SARL GET ELECTRIC	5	7
SAS OUTIMAT B.T.P.	5	5
SAS SOVAPRO - prise de contrôle sur l'exercice 2019	4	
SA DUMONT INVESTISSEMENT	4	6
SAS SOVAPRO MHD - prise de contrôle sur l'exercice 2019	2	
SAS FOREZ MAT (absorbée par SAMSE en 2019)		26
BRICOLAGE	1 893	1 739
SAS LA BOITE A OUTILS	1 638	1 512
SAS COMPTOIR FROMENT	91	81
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE FROMENT	83	75
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE AUBENAS	81	71
SAS ENTREPOT NIMES - Création sur 2019	0	
SAS ENTREPOT ARLES - Création sur 2019	0	
	5 769	5 443

## 21.3 EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE

	2019	2018
Employés et Ouvriers	3 949	3 753
Techniciens, Agents de maîtrise	977	906
Cadres	843	784
TOTAL	5 769	5 443

Note 22 -CHARGES EXTERNES

	2019	2018	% de variation à périmètre non comparable	% de variation à périmètre comparable
Sous traitance générale	12 112	9 416	28,63	6,82
Locations et transport de biens (1)	8 534	28 033	-69,56	-73,67
Entretiens et réparations	13 949	12 285	13,54	9,15
Primes d'assurance	4 984	4 937	0,95	-2,39
Services extérieurs divers	2 353	2 239	5,09	5,00
Personnel extérieur à l'entreprise	5 500	6 971	-21,10	-20,18
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	6 451	6 675	-3,36	-4,78
Publicité, publications et relations publiques	14 426	14 232	1,36	0,63
Déplacements, missions et réceptions	8 963	7 741	15,79	3,80
Frais postaux et télécommunications	3 276	3 195	2,54	0,85
Services bancaires et assimilés	2 035	1 813	12,24	9,49
Autres services	913	869	5,06	-9,67
	83 496	98 406	-15,15	-20,44

(1) : Impact de la première application de la norme IFRS 16 à compter du 1er janvier 2019 (cf. note 1).

Note 23 -DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

	2019		2018	
	dotations	reprises	dotations	reprises
Dotations pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
Dotations pour dépréciation des immobilisations corporelles				
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations corporelles		170		172
Net		170		172
Dotations pour dépréciation des stocks	13 756		12 964	
Reprises de provision pour dépréciation des stocks		12 946		12 871
Net	810		93	
Dotations pour dépréciation des créances	7 884		8 598	
Reprises de provision pour dépréciation des créances		6 599		7 140
Net	1 285		1 458	
Dotations aux provisions pour risques et charges	3 519		2 265	
Reprises de provisions pour risques et charges		2 804		1 998
Net	715		267	
Dépréciations des écarts d'acquisition	Net	1 470	525	
Divers	Net			
Total	26 629	22 519	24 352	22 181
Total Net	4 110		2 171	

La variation globale des dotations aux provisions et dépréciations nettes entre 2019 et 2018 provient :

des dépréciations nettes :	
des immobilisations incorporelles et corporelles	-2
des stocks de marchandises	-717
des créances	173
des provisions pour risques et charges	-448
des écarts d'acquisition	-945
Total Net	-1 939

Note 24 -AUTRES PRODUITS ET CHARGES DE L'EXPLOITATION COURANTE

	2019		2018	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits de cession d'actifs		809		1 087
Autres produits opérationnels		6 630		5 841
VNC des éléments d'actifs cédés	385		728	
Autres charges opérationnelles	7 298		7 098	
Total	7 683	7 439	7 826	6 928
Net	244		898	

Note 25 -AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

	2019		2018	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Cessions d'actifs corporels		2 705		3 567
VNC des éléments d'actifs cédés	2 305		1 963	
Autres produits et charges opérationnels		103	618	
Total	2 305	2 808	2 581	3 567
Net		503		986

Note 25 -AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Passage du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

	2019	2018
Résultat opérationnel courant	59 791	54 187
Détail des autres produits et charges opérationnels :		
Produits de cession de l'actif immobilier	2 705	3 567
VNC des éléments de l'actif immobilier cédés	-2 305	-1 963
Dépréciations immobilières Négoce		-114
Dépréciations immobilières Bricolage		
Autres produits et charges sur opérations immobilières	104	
Cession de la société SWEETAIR FRANCE (Négoce)		-490
Produit de réévaluation DEGUERRY SAMSE	155	
Produit de réévaluation ZANON TRANSPORTS		653
Produit de réévaluation BILLMAT		59
Charges liées à des restructurations	-156	-726
Résultat opérationnel	60 294	55 173

Note 26 - PRODUITS DE TRESORERIE ET D'EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	2019	2018
Produits de valeurs mobilières de placement et autres créances	164	194
Total	164	194

Note 27 -COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

	2019	2018
Intérêts et charges assimilées sur emprunts auprès des établissements de crédit	1 627	1 929
Charge financière "IFRS 16" (1)	1 031	
Total	2 658	1 929

(1) : Cf. note 1.

Note 28 -AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

	2019		2018	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Reprise de provisions financières		42		18
Produits des participations		484		413
Produits de cession des immobilisations financières		1		
VNC des immobilisations financières cédées	42			
Autres produits divers		239		252
Autres charges diverses	38		48	
Dotations aux dépréciations financières				
Différences positives de change		13		74
Différences négatives de change	8		48	
	88	779	96	757
		691		661

Note 29 -FORMATION DU RESULTAT FINANCIER

	2019	2018	% de variation
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	164	194	-15,46
Coût de l'endettement financier brut	-2 658	-1 929	37,79
Coût de l'endettement financier net	-2 494	-1 735	43,75
Autres produits et charges financiers	691	661	4,54
RESULTAT FINANCIER	-1 803	-1 074	67,88

Note 30 -CHARGE D'IMPOT

	2019	2018
Charges d'impôt social	18 641	14 756
Impôts différés	512	27
	19 153	14 783

Note 31 -QUOTE-PART DE RESULTAT NET DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	2019	2018
PLATTARD (Groupe)	1 747	1 961
SAS MATERIAUX SIMC	951	802
SAS RG BRICOLAGE	618	488
SCI ENTREPOT FROMENT	251	229
SAS BOURG MATERIAUX	129	191
SCI CHABER	97	90
SA DIJON BETON	94	107
SAS DIDIER	47	7
SAS TARARE MATERIAUX	36	-3
SAS DEGUERRY SAMSE (prise de contrôle le 01/05/2019)	28	67
SCI LE CARREAU	14	13
SCI ESPACE PLUS	11	12
SAS ZANON TRANSPORTS (contribution sur 9 mois en 2018)		182
	4 023	4 146

## Note 32 - RESULTAT PAR ACTION

	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
Nombre d'actions à l'ouverture de l'exercice	3 458 084	10 159	3 447 925
Achats d'actions propres en cours d'exercice		-366	366
Nombre d'actions à la clôture de l'exercice	3 458 084	9 793	3 448 291
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice			3 448 314
Résultat net - part attribuable aux actionnaires de la société SAMSE - ( en € )			41 115 149
<b>Résultat par action</b>			<b>11,92</b>
	Actions en circulation	Dilution	Nombre de titres
Nombre moyen pondéré et dilué de titres	3 448 314	0	3 448 314
<b>Résultat dilué par action</b>			<b>11,92</b>

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'action qui, au dénominateur, rajoute au nombre basique d'actions, le nombre d'actions potentielles qui résultera des instruments dilutifs (stock-options et actions gratuites) déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés. Le prix du marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice. Les fonds recueillis à l'exercice des options sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice a été obtenu de la manière suivante :

	Avant pondération	Pondération calculée au prorata temporis	Après pondération
Achats d'actions propres en cours d'exercice	-366	-23	-389

## A - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU PERIMETRE DU GROUPE CONSOLIDE

I - ENGAGEMENTS DONNES	2019	2018
Engagements de prise de participations	0	0
Total	0	0

## B - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU FINANCEMENT DE LA SOCIETE

I - ENGAGEMENTS DONNES	2019	2018
Garanties financières		
Cautions bancaires sur prêts et découverts	5 291	8 324
II - ENGAGEMENTS RECUS		
Ligne de crédit reçue et non utilisée	0	0

## C - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES DE LA SOCIETE

I - ENGAGEMENTS DONNES	2019	2018
Compromis d'achat immobilier		
Terrains	2 768	3 707
Ensembles immobiliers	5 191	8 215
Total	7 959	11 922
Cautions données dans le cadre de l'exploitation		
Cautions douanières et diverses	276	276
Indemnités de résiliation de convention de rémunération	0	0
II - ENGAGEMENTS RECUS		
Compromis de vente immobilier		
Ensembles immobiliers	1 627	1 998
Indemnités d'expropriation et de transfert d'activité	0	0
Total	1 627	1 998

Suite à la première application de la norme IFRS 16, les engagements relatifs contrats de locations simples sont depuis le 1er janvier 2019 valorisés et comptabilisés dans le bilan consolidé au niveau des dettes financières courantes et non courantes (cf. notes 1 et 17).

Postes d'actif	Engagements hors bilan au 31/12/2018	Contrats non identifiés en engagement hors bilan, nets des contrats non présentés en première application d'IFRS 16	Effet d'actualisation	Dettes financières IFRS 16 au 01/01/2019
Locations immobilières		68 483	-5 843	62 640
Locations véhicules et matériels	7 879	-563	-365	6 951

#### Note 34 - INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées sont :

- . la société mère du groupe (Dumont Investissement),
- . les entités qui exercent un contrôle conjoint ou une influence notable,
- . les entreprises associées,
- . les co-entreprises,
- . les membres du comité de direction.

Les opérations effectuées avec les filiales intégrées globalement sont éliminées.

Seules subsistent dans les comptes consolidés les opérations effectuées avec les sociétés mises en équivalence et les sociétés avec lesquelles le Groupe a un lien de participation. Ces opérations sont considérées comme des opérations effectuées avec des tiers.

Informations (en milliers d'euros)	TRANSACTIONS		
	Entités mises en équivalence	Autres parties liées	DUMONT INVESTISSEMENT
Produits	37 869	0	32
Charges	7 436	0	1 915
Créances rattachées à des participations	2 094	0	0
Dettes rattachées à des participations	2 972	0	1 503
Comptes courants intra-groupe :			
	Actifs	2 490	0
	Passifs	108	567

D'une manière générale, les transactions réalisées avec les entités liées sont effectuées selon des conditions de marché.

La société DUMONT INVESTISSEMENT a des membres du " key personnel " commun avec l'émetteur.

Les comptes du Groupe sont intégrés dans les comptes consolidés établis par la SA Dumont Investissement, société mère du Groupe SAMSE.

Siège social : 2, rue Raymond Pitet - 38 100 Grenoble

N° Siren : 345 287 734

Date de clôture : 31/12/2019

2019

Le chiffre d'affaires social réalisé par l'ensemble des sociétés opérationnelles détenues par le Groupe représente un montant global de : 2 158 016

Le passage du social au consolidé s'explique de la manière suivante :

Elimination du CA des sociétés mises en équivalence -438 127

Retraitement IFRIC 13 -267

Elimination des opérations réciproques réalisées entre les sociétés consolidées -220 505

Total 1 499 117

#### REMUNERATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Cette information figure dans le Rapport de Gestion - Chapitre 3.6 - du présent document.

A . INSTRUMENTS FINANCIERS INSCRITS AU BILAN ( en milliers d'euros )

	Au 31/12/2019		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations	28 368	28 368	28 368			
Autres actifs financiers non courants	4 160	4 160		4 160		
Clients et comptes rattachés	186 598	186 598		186 598		
Autres actifs financiers courants	102 524	102 524		102 524		
Equivalents de trésorerie	19 266	19 266		19 266		
Trésorerie	51 383	51 383		51 383		
<b>Actifs</b>	<b>392 299</b>	<b>392 299</b>	<b>28 368</b>	<b>363 931</b>		
Passifs financiers non courants	174 817	174 817			174 798	19
Fournisseurs et comptes rattachés	196 128	196 128			196 128	
Autres dettes courantes	119 487	119 487			119 487	
Passifs financiers courants	91 504	91 504			91 491	13
<b>Passifs</b>	<b>581 936</b>	<b>581 936</b>			<b>581 904</b>	<b>32</b>

	Au 31/12/2018		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations	20 052	20 052	20 052			
Autres actifs financiers non courants	4 238	4 238		4 238		
Clients et comptes rattachés	190 066	190 066		190 066		
Autres actifs financiers courants	105 607	105 607		105 607		
Equivalents de trésorerie	30 843	30 843		30 843		
Trésorerie	30 887	30 887		30 887		
<b>Actifs</b>	<b>381 693</b>	<b>381 693</b>	<b>20 052</b>	<b>361 641</b>		
Passifs financiers non courants	133 445	133 445			133 412	33
Fournisseurs et comptes rattachés	192 981	192 981			192 981	
Autres dettes courantes	112 678	112 678			112 678	
Passifs financiers courants	74 867	74 867			74 814	53
<b>Passifs</b>	<b>513 971</b>	<b>513 971</b>			<b>513 885</b>	<b>86</b>

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- . IFRS 7.37a - à la date de clôture, l'analyse des actifs financiers selon leur ancienneté ne fait pas apparaître d'actifs à risque qui n'auraient pas été dépréciés.
- . IFRS 7.14 - à la date de clôture, il n'y a pas d'actifs financiers donnés en garantie des passifs.
- . IFRS 7.39a - échéancier des passifs : cf. note 17.2.

B . IMPACT DES INSTRUMENTS FINANCIERS ( en milliers d'euros )

Au 31/12/2019			
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autres
Actifs disponibles à la vente		3 482	
Instruments dérivés	54		
Equivalents de trésorerie			
<b>Total</b>	<b>54</b>	<b>3 482</b>	

Au 31/12/2018			
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autres
Actifs disponibles à la vente		-1 166	
Instruments dérivés	26		
Equivalents de trésorerie			
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>-1 166</b>	

Note 36 - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDEES

Il convient de rappeler qu'aucun regroupement de secteurs opérationnels n'a été effectué dans le Groupe SAMSE.

Le Groupe prend en compte deux secteurs d'activité distincts : le négoce et le bricolage qui correspondent aux deux secteurs revus par le principal décideur opérationnel.

Les Unités Génératrices de Trésorerie, qui représentent le niveau le plus bas auquel les écarts d'acquisition font l'objet d'un suivi, sont affectées systématiquement au secteur opérationnel dont elles dépendent.

Les tests annuels de dépréciation des écarts d'acquisition sont effectués conformément à la norme IAS 36.

Au 31 décembre 2019, le Groupe est structuré en deux secteurs distincts d'activité :

- le négoce de matériaux de construction
- le bricolage

Les résultats par secteur d'activité pour les exercices clos au 31 décembre sont détaillés ci-après :

	2019			2018		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Chiffre d'affaires	1 388 508	331 114	1 719 622	1 317 861	309 872	1 627 733
Inter-secteurs	-203 096	-17 409	-220 505	-186 766	-14 144	-200 910
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>1 185 412</b>	<b>313 705</b>	<b>1 499 117</b>	<b>1 131 095</b>	<b>295 728</b>	<b>1 426 823</b>
Résultat Opérationnel Courant	43 955	15 836	59 791	40 509	13 678	54 187
Résultat Opérationnel	44 315	15 979	60 294	40 731	14 442	55 173
Résultat financier	-1 330	-473	-1 803	-799	-275	-1 074
Quote part des résultats des entreprises associées	3 043	980	4 023	3 326	820	4 146
Impôt			-19 153			-14 783
Résultat net			43 361			43 462

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	2019			2018		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Dotations aux amortissements	38 119	12 017	50 136	23 193	7 597	30 790
Dépréciations des écarts d'acquisition	1 470		1 470	525		525
Dépréciations des immobilisations incorporelles	38		38			
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-104	-66	-170	-95	-77	-172
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles						
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des créances	1 299	-14	1 285	1 378	80	1 458
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des stocks	820	-10	810	-343	436	93
Dotations et reprises de provisions diverses	457	258	715	157	110	267

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et passifs sectoriels, ainsi que les acquisitions d'actifs pour les exercices clos le 31 décembre :

	2019			2018		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Actifs	896 984	181 868	1 078 852	816 496	159 025	975 521
Entreprises associées	42 311	3 461	45 772	41 413	3 057	44 470
<b>Total des actifs</b>	<b>939 295</b>	<b>185 329</b>	<b>1 124 624</b>	<b>857 909</b>	<b>162 082</b>	<b>1 019 991</b>
<b>Total des dettes</b>	<b>499 096</b>	<b>110 460</b>	<b>609 556</b>	<b>447 315</b>	<b>91 297</b>	<b>538 612</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	35 417	16 038	51 455	29 190	6 534	35 724

Le Groupe dispose de deux secteurs d'activité qui correspondent aux unités opérationnelles stratégiques. Ces unités offrent des produits et des services distincts et sont dirigées séparément dans la mesure où elles exigent des stratégies d'achat et commerciales différentes.

Les opérations réalisées dans chacun des secteurs présentés du Groupe sont résumées ainsi :

- . Négoce de matériaux de construction, qui comprend la distribution de matériaux pour le bâtiment et les travaux publics.
- . Bricolage, qui comprend la distribution d'articles de bricolage, de jardinage et d'équipements intérieur.

Toutes les activités du Groupe ont été regroupées au sein de ces deux secteurs et n'opèrent que sur un seul secteur géographique, la France.

Concernant le niveau d'intégration, chaque secteur correspond à un regroupement d'entités juridiques qui sont chacune dédiée à un et un seul secteur d'activité.

Les méthodes comptables des secteurs présentés sont identiques et les résultats communiqués dans le reporting interne sont arrêtés selon les mêmes méthodes retenues en fin d'exercice, conformément aux normes IFRS appliquées dans le Groupe.

Par conséquent, aucun tableau de rapprochement des données consolidées avec le total des secteurs réconciliés n'est présenté.

La performance est évaluée sur la base du résultat avant impôt du secteur. La Direction Générale utilise le résultat du secteur parce qu'elle juge que cette information est la plus pertinente pour comprendre la performance par rapport à celle d'autres entités intervenant dans ces activités.

Les prix de transferts entre les secteurs sont déterminés dans des conditions de concurrence normale.

Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé dans les deux secteurs concernés.

(en milliers d'euros)	ODICEO				ERNST & YOUNG				Autres			
	2019		2018		2019		2018		2019		2018	
	Montant (HT)	%										
<b>AUDIT</b>												
Certification des comptes individuels et consolidés	381 385 €	54%	418 123 €	59%	163 484 €	23%	148 925 €	21%	167 165 €	23%	140 728 €	20%
- Emetteur	103 992 €	55%	101 640 €	56%	85 682 €	45%	79 845 €	44%				
- Filiales intégrées globalement	277 393 €	53%	316 483 €	60%	77 802 €	15%	69 080 €	13%	167 165 €	32%	140 728 €	27%
Services autres que la certification des comptes					1 000 €							
- Emetteur					1 000 €							
- Filiales intégrées globalement												
<b>SOUS-TOTAL AUDIT</b>	<b>381 385 €</b>	<b>54%</b>	<b>418 123 €</b>	<b>59%</b>	<b>164 484 €</b>	<b>23%</b>	<b>148 925 €</b>	<b>21%</b>	<b>167 165 €</b>	<b>23%</b>	<b>140 728 €</b>	<b>20%</b>
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>												
Juridique, fiscal, social et autres												
<b>SOUS-TOTAL AUTRES PRESTATIONS</b>												
<b>TOTAL</b>	<b>381 385 €</b>	<b>54%</b>	<b>418 123 €</b>	<b>59%</b>	<b>164 484 €</b>	<b>23%</b>	<b>148 925 €</b>	<b>21%</b>	<b>167 165 €</b>	<b>23%</b>	<b>140 728 €</b>	<b>20%</b>